

*l'Anti*capitaliste

N°79 | SEPTEMBRE 2016 | 4 €

la revue mensuelle du **NPA**



ELECTIONS US: LA PESTE, LE CHOLÉRA ET DES RAISONS D'ESPÉRER



ITALIE:
LE RENZISME EN CRISE?



ÉTAT ESPAGNOL
L'IMPASSE POLITIQUE.
C'EST PAR OÙ LA SORTIE?



IL Y A 50 ANS
LA «GRANDE RÉVOLUTION CULTURELLE
PROLÉTARIENNE»

EDITORIAL

Laurent Ripart

Combattre l'offensive austéritaire et raciste des classes dominantes **P3**

ACTUALITE

Diego Giachetti Italie: le renzisme en crise? **P4**

Franco Turigliatto Italie La nature ambiguë du mouvement 5 étoiles **P6**

Antoine Rabadan Etat espagnol L'impasse politique. C'est par où la sortie? **P8**

Mathilde Harmand, Tys Hibou

Travail social: adaptation au néolibéralisme et colères légitimes **P13**

DOSSIER

Jean-Philippe Divès Elections US La peste, le choléra et des raisons d'espérer **P16**

Josh On Obama, promesses et réalités Le programme qu'ils ne défendront pas **P18**

Elizabeth Schulte «Faire l'Histoire» ou maintenir le statu quo? **P20**

Elizabeth Schulte Le plan économique d'Hillary Clinton

Avec elle, l'Amérique restera sans «grandeur» pour les travailleurs **P21**

Bill Crane Trump ou le populisme de droite, une tradition américaine **P23**

Dan La Botz Où ira maintenant le mouvement pour Sanders? **P26**

Dan La Botz Jill Stein, nouveau général de l'armée de Sanders **P28**

REPERES

Virginia de la Siega Il y a 50 ans La «Grande révolution culturelle prolétarienne» **P29**

LECTURES

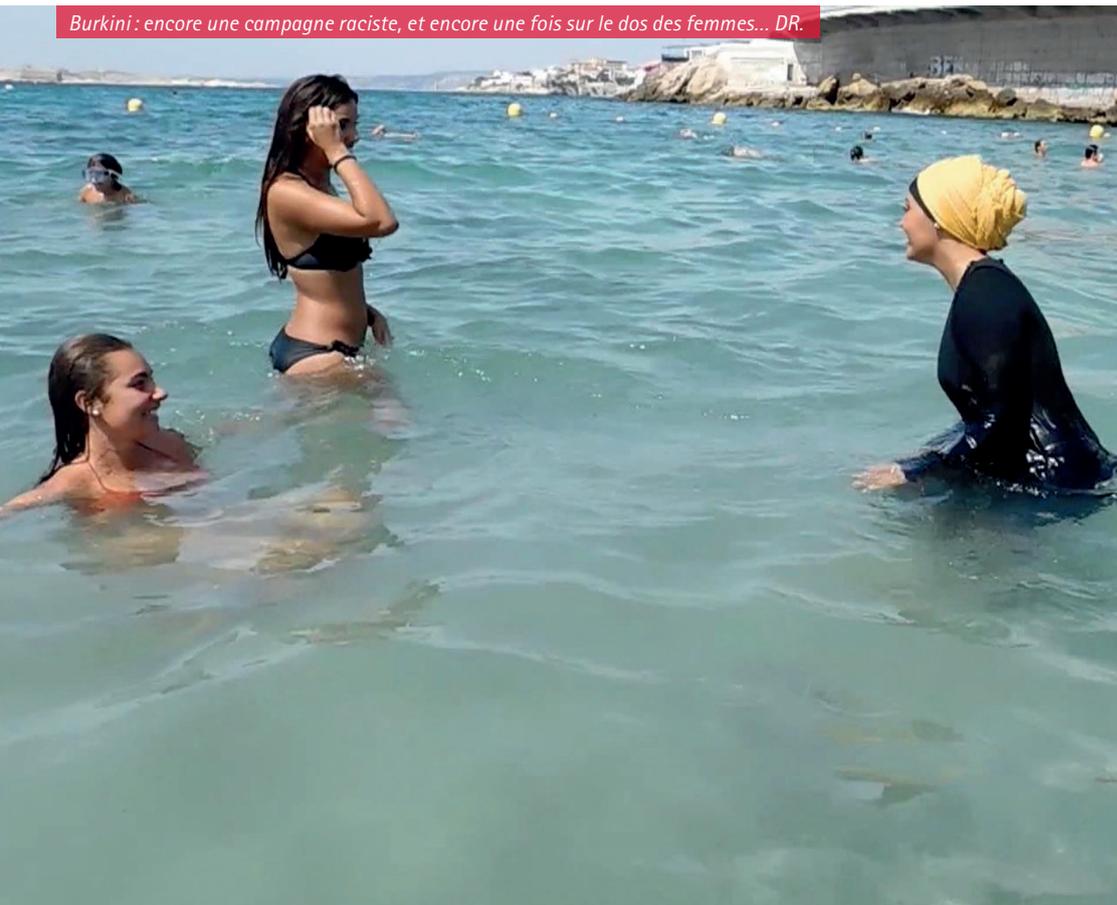
Régine Vinon Les femmes et le Front populaire, espoir brisé **P34**

FOCUS

Ugo Palheta Adama Traoré, mort pour rien. Pas de justice, pas de paix! **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA : <http://npa2009.org/publications-npa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Burkini: encore une campagne raciste, et encore une fois sur le dos des femmes... DR.



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de: NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex

France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail : <http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur: <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction:

Yann Cézard, Jean-Philippe Divès (chargé de l'édition), Ugo Palheta, Jean-Paul Petit, Laurent Ripart, Galia Trépère, Régine Vinon, Henri Wilno.
Pour contacter la rédaction:
contact-revue@npa2009.org

Gérant et directeur de la publication:

Ross Harrold

Diffusion:

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration:

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire:

0519 P 11509

Numéro ISSN:

2269-370X

Société editrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage:

3 000 exemplaires

Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

Combattre l'offensive autoritaire et raciste des classes dominantes

PAR LAURENT RIPART

En plongeant les populations dans l'horreur d'un terrorisme aveugle et criminel, les ignobles attentats de Nice et de Saint-Etienne-du-Rouvray ont offert aux classes dominantes l'occasion de redéployer une offensive autoritaire et raciste. Au lendemain de l'attentat de Nice, Hollande a ainsi pu annoncer une prolongation de trois mois de l'état d'urgence, dont il n'y a pas besoin d'être grand devin pour deviner qu'elle servira d'abord et avant tout à museler le mouvement social, comme cela a été le cas au printemps dernier. Il a aussi annoncé la mise en place d'une très inquiétante « garde nationale », puisant une nouvelle fois directement dans le programme du Front national.

Si le gouvernement justifie cette politique par la crainte de nouveaux attentats, ces nouvelles mesures sécuritaires s'inscrivent dans une tendance de fond qui amène les classes dominantes à se doter d'Etats de plus en plus autoritaires, afin de disposer des moyens policiers nécessaires pour faire face aux fractures béantes que leurs politiques néolibérales ont ouvertes dans la société. Pour avoir été annoncées au nom de l'état d'urgence, les entraves répétées au droit de manifester qui ont marqué le mouvement contre la loi travail se situent ainsi dans la continuité d'une politique de restriction des libertés démocratiques qui avait amené Hollande à interdire les manifestations de solidarité avec Gaza à l'été 2014.

Le caractère de plus en plus policier que prend la lutte des classes se concrétise aussi par une multiplication des procès politiques. La criminalisation du mouvement social va amener les Air France et les Goodyear devant les tribunaux, tandis qu'à l'exemple des dockers du Havre, des dizaines de militant-e-s vont comparaître dans les semaines à venir pour « outrages » ou « rébellion », au terme de procédures construites de toutes pièces par la police et les parquets.

Ce climat permet au patronat d'accentuer la répression dans les entreprises, comme en témoignent la multiplication des procédures disciplinaires à la Poste, où les délégués syndicaux sont désormais mis à pied pour de simples prises de paroles dans les dépôts, mais aussi le procès en appel d'une inspectrice du travail que le parquet a fait

condamner en première instance pour avoir apporté la preuve que la direction de Tefal avait corrompu sa propre hiérarchie afin d'entraver son action !

Les attentats criminels de l'été ont aussi provoqué une nouvelle poussée d'islamophobie qui est d'autant plus inquiétante qu'elle procède moins d'une réaction populaire que de l'initiative du gouvernement. Au prétexte de lutter contre le djihadisme, Hollande a annoncé la relance de la « fondation des œuvres de l'Islam de France » (chargée du financement des mosquées et du culte) dont il a souhaité confier la présidence à Chevènement, qui incarne non seulement l'aile la plus réactionnaire de sa majorité, mais aussi les vieilles politiques paternalistes et néocoloniales de la France mitterrandienne. Sitôt pressenti, Chevènement a

d'abord appelé les musulmans à faire preuve de « discrétion », avant de déplorer que la nationalité française ait disparu de la ville de Saint-Denis, en établissant un lien scandaleux entre blanchitude, christianisme et nationalité française.

Plus grave encore, Valls et le gouvernement ont apporté leur soutien aux arrêtés anti-burkini pris par les maires démagogues de la droite extrême des Alpes-Maritimes. Si ces arrêtés ont été finalement

cassés par le Conseil d'Etat, qui a relevé à juste titre leur caractère discriminatoire, ils ont permis de mettre à l'ordre du jour le projet d'une nouvelle loi ciblant spécifiquement les musulman-e-s. Valls en a sans doute donné les premiers contours en annonçant qu'il était prêt à étudier la mise en place d'une loi d'interdiction du salafisme, ouvrant ainsi la porte à l'établissement d'une législation d'exception ouvertement islamophobe.

Directement tournée contre les classes laborieuses, qui se trouvent plus que jamais considérées comme des classes dangereuses, cette offensive autoritaire et raciste des classes dominantes ne peut être enrayée que par une large riposte des organisations ouvrières. Celle-ci doit passer par un soutien déterminé à toutes les victimes de la répression et de l'islamophobie d'Etat, mais aussi par le refus de tout « front républicain contre le terrorisme » qui ne pourrait constituer dans ce contexte qu'une alliance contre-nature avec les classes dominantes. □



Bel exemple de « laïcité », Chevènement supervisera en représentation de l'Etat le financement et fonctionnement du culte musulman... DR.

Italie: le renzisme en crise?

PAR DIEGO GIACHETTI

Depuis plus de deux ans, Matteo Renzi se met en scène comme un dirigeant jeune et énergique, capable de changer l'Italie. En réalité, il se situe dans la continuité des politiques d'austérité et anti-sociales engagées de longue date, tandis que les difficultés s'accumulent.

Constitué en février 2014 et dirigé par Matteo Renzi, le gouvernement italien actuel se situe, avec ses initiatives en rafales, dans la continuité d'une longue histoire entamée il y a plus de deux décennies. Divers gouvernements se sont succédé durant cette période marquée par la personnalité de Silvio Berlusconi. En fait, tous ceux qui ont gouverné ont visé à démanteler de grandes parties de l'Etat-providence, ont «révolutionné» le marché du travail au profit des employeurs, ont soutenu les intérêts des groupes économiques et financiers, ont introduit des changements profonds dans les institutions. En ce sens, le gouvernement de Matteo Renzi, qui détient également le poste de secrétaire du Parti démocrate (PD), se présente comme le stade suprême du berlusconisme.

PARTI DÉMOCRATE ET GOUVERNEMENT

Le Parti démocrate, formé en 2007, est issu de la dérive de l'ancien parti communiste italien et du rapprochement de celui-ci avec divers courants de centre-gauche. Il a finalement réalisé le rêve de tant de militants et d'électeurs: gouverner. Il l'a fait si bien que le pouvoir législatif en Italie se situe de moins en moins au parlement. C'est le parti au pouvoir qui souvent fait les lois. Si l'on prend par exemple la loi sur les unions civiles, croyez-vous que les sénateurs ont discuté de ses mérites et des articles qui le composent? Ils auraient dû le faire, conformément à la Constitution et au bon sens. Mais non, en fait, le sénat a discuté de procédures de vote car l'objectif était d'éviter que soient mises aux voix des propositions d'amendement. Et quand le PD a compris que les sénateurs voulaient quand même procéder au vote des amendements, il a réuni les dirigeants du parti dans cette assemblée et, sous la direction du secrétaire général et premier ministre, a appelé à un vote de confiance pour le gouvernement. Il en a été de même à beaucoup d'autres moments de vote sur la réforme de la Constitution.

Le Parti démocrate est devenu tellement de

gouvernement qu'il fait des lois ou approuve des décrets qui délèguent des pouvoirs à l'exécutif. Ce fut le cas de notre engagement militaire en Libye. L'objectif déclaré est la guerre contre le terrorisme, mais la véritable cible est, non pas l'Organisation de l'Etat islamique, mais le contrôle et l'exploitation des ressources pétrolières de ce pays. Renzi a décidé de participer à l'opération militaire avec les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne. Pour faciliter la mise en oeuvre de cette décision sans passer par le parlement, a été voté un décret organisant le transfert d'unités militaires sous l'autorité de l'Agence d'information militaire et de sécurité à l'étranger, gérée comme un service secret. Cela signifie que des éléments des forces armées passent sous la dépendance directe du gouvernement et peuvent être utilisées par décision du premier ministre.

LES GRANDS TRAVAUX DE RENZI

En 2013, la banque américaine JP Morgan Chase & Co., inculpée par les autorités américaines pour ses responsabilités dans la crise des subprimes, a publié un rapport sur la zone euro, dans lequel les Etats du Sud de l'Europe sont invités à introduire des réformes structurelles allant dans le sens de l'austérité mais aussi des réformes profondes de leurs systèmes constitutionnels. Le rapport visait les constitutions adoptées après la chute des fascismes et considérées comme influencées par les idées socialistes, avec des droits «excessifs» pour les salariés et un pouvoir gouvernemental trop dépendant du parlement.

Le gouvernement Renzi a engagé une série de réformes en complète conformité avec ce rapport. En mars 2014 a été adoptée par les députés une loi électorale (Italicum) qui attribue la majorité des députés à la Chambre (54%) à la liste qui obtient 40% des voix (si au premier tour aucune liste n'atteint ce niveau, un ballottage oppose les deux listes arrivées en tête). Ensuite a été présentée la loi sur le travail (Jobs Act), destinée à affaiblir, quasiment à effacer les réglementations relatives au travail. En même temps a été pro-



duite une mauvaise loi qui bouleverse le système scolaire. Plus récemment ont été présentées des modifications importantes au système constitutionnel datant de 1948 mais, comme ces dernières réformes n'ont pas obtenu la majorité des deux tiers du parlement en deuxième lecture, elles doivent être soumises à un référendum qui aura lieu cet automne.

La contre-réforme du marché du travail était censée créer des centaines de milliers de nouveaux emplois. Le premier ministre avait claironné hardiment des chiffres impressionnants: plus d'un million de nouveaux contrats de travail. Le chiffre s'est finalement stabilisé à 764 000 nouveaux contrats. Dommage que les magiciens des chiffres omettent de dire que 578 000 d'entre eux correspondent à la transformation de vieux contrats de travail en nouveaux «Jobs Act» et qu'une grande partie des emplois nouveaux ne sont que des contrats temporaires de quelques semaines ou quelques mois.

RENZI TRÉBUCHE. VERS LA CHUTE?

En tant que secrétaire du Parti démocrate, Renzi s'est engagé à fond dans la campagne des élections locales de juin dernier. Les résultats ont été très décevants: le PD a perdu les villes de Rome, Turin, Trieste et conservé de justesse Milan, tandis que Naples restait à un adversaire de Renzi. En fait, les démocrates n'ont gagné que dans les quartiers habités par les plus riches, les classes supérieures et moyennes. Ils ont reculé

dans les banlieues, où vivent les classes laborieuses et les éléments des couches moyennes déclassés par la crise : dans ces quartiers on vote «contre», peu importe pour qui, ou bien on ne vote plus. Les décennies d'imbrication de rapports ami-



Manuel Valls aurait, dit-on, imprimé au gouvernement français un tournant «renziste». Ils semblent en tout cas de grands amis... Ici, le 7 septembre 2014 à Bologne. DR.

caux, familiaux et d'intérêts communs entre les dirigeants du PD et le secteur financier et des affaires ont convaincu les exclus qu'ils ne le sont pas par incapacité mais du fait des abus de ceux qui sont au pouvoir, et ils utilisent leur bulletin de vote comme instrument de rétorsion.

Ces élections ont certainement eu un résultat insatisfaisant pour le Parti démocrate et les classes dirigeantes, mais cela ne signifie pas que le renzisme soit aujourd'hui en crise, cela montre seulement qu'il n'est pas en bonne santé. L'une des raisons de cette mauvaise santé se trouve dans le Parti démocrate. Son caractère ne permet pas à Renzi, qui ne supporte pas la critique ni les conseils, et n'accepte que la diffusion et répétition de son discours par des porte-parole zélés, d'être un secrétaire de parti efficace. Renzi ne peut cependant quitter la direction du parti sans risquer de mettre en danger son poste de premier ministre. C'est le contrôle du parti qui lui a permis de devenir chef du gouvernement et pour le conserver, il choisit des collaborateurs dociles et soumis, sans grande autorité, avec l'inconvénient de ne pas disposer d'une base personnelle en province. Le parti est déchiré par des luttes intestines et les dirigeants centraux ne réussissent pas toujours à contenir l'arrogance des «satrapes» locaux. Il n'est pas facile de collaborer sur un pied d'égalité avec Renzi, vous ne pouvez que le seconder. Celui-ci ne dispose pas d'un groupe dirigeant consolidé au sein du parti, il est juste entouré de fidèles.

Après les élections locales a commencé une réaction en chaîne, renforcée également par la surprise du Brexit. Tout d'abord, les mauvais résultats ont battu en brèche le mythe qu'avec Renzi, le PD gagne. Le parti a reculé et le résultat du référendum constitutionnel à venir est incertain. Quant à la nouvelle loi électorale, le système à deux tours pourrait faire gagner le Mouvement 5 étoiles (M5S). Tout cela inquiète les différentes composantes de la majorité du PD. Dans les villes où le Parti démocrate a perdu, les dirigeants locaux s'agitent ou sont en colère. Un double risque se profile : d'abord, perdre le référendum constitutionnel que Renzi avait imaginé comme un couronnement plébiscitaire ; ensuite, perdre les élections générales.

Les problèmes s'accumulent. Il y a les tensions récentes avec des juges et les difficultés importantes que rencontrent les banques italiennes. La loi sur les unions civiles a aliéné au gouvernement le monde ecclésiastique. Les syndicats se sentent humiliés parce qu'ils sont réduits au silence de manière féroce. Aussi une partie de l'élite du pouvoir accuse Renzi de s'agiter inutilement et l'attend au tournant sur les négociations avec l'Union européenne sur les contraintes budgétaires. Comme l'économie italienne est en panne, Renzi veut obtenir un assouplissement des objectifs fixés pour stimuler l'investissement et la consommation. Si Bruxelles refuse, Renzi sera contraint à une nouvelle austérité stricte. La communauté Google Traduction a vérifié cette traduction. Vous aussi, aidez-nous à améliorer la qualité de nos services.

AU-DELÀ DU RÉFÉRENDUM, RECONSTRUIRE UNE ALTERNATIVE

Par contre, Renzi n'a à s'inquiéter aujourd'hui ni de la soi-disant minorité de gauche du PD, confuse et faible, ni, contrairement à la France, de la présence d'un mouvement d'opposition sociale de vastes dimensions. Les dernières élections locales ont également été le terrain d'essai des listes nées à la gauche du Parti démocrate. Leurs résultats ont été partout modestes et la structuration de ce champ politique reste incertaine et confuse.

La reconstruction d'une alternative anti-néolibérale et anticapitaliste, capable d'interagir avec les couches populaires appauvries par la crise et les politiques gouvernementales, ne connaît pas de raccourcis possibles et devra commencer à partir d'une construction patiente du conflit social. C'est la seule façon de créer les conditions favorables à une ac-

cumulation des forces, afin d'obtenir des victoires même petites, mais significatives, qui seraient autant de points d'appui pour avancer vers un dévoilement des noeuds de la modernité capitaliste. Il faut un projet politique et un engagement à long terme, une construction qui sera d'abord lente et ne se laissera pas dévier par l'affolement caractéristique de chaque élection.

C'est ainsi que le référendum de l'automne doit être abordé : il sera crucial d'unir la lutte démocratique pour la défense des droits constitutionnels fondamentaux, et le refus des politiques d'austérité et de la loi de finances. Notre premier ministre lui-même, qui a récupéré de son choc électoral, se bat sur deux axes : adoption de la loi de finances avant le référendum constitutionnel et puis, peu après, ce référendum et la victoire du oui... La campagne de Renzi s'appuie comme d'habitude sur des spots publicitaires, des phrases creuses et des promesses vagues, combinées avec des menaces de catastrophes si les choses ne se passaient pas comme il le souhaite, lui et ceux qui le soutiennent (parmi lesquels la Confindustria, l'organisation patronale). Les bourgeoisies italienne et internationales sont très préoccupées d'un éventuel échec de Renzi au référendum. Il en résulterait l'ouverture d'une grave crise politique, car il n'existe pas d'alternative de gouvernement, modérée et crédible, à Renzi ; mais peut-être aussi d'une crise institutionnelle, du fait de l'incertitude sur le système électoral à utiliser dans d'éventuelles élections parlementaires anticipées, la Cour constitutionnelle devant encore statuer sur la nouvelle loi électorale. Les grandes forces économiques sont également préoccupées par les difficultés économiques de l'Italie et leurs répercussions possibles sur les équilibres précaires de l'Union européenne après le Brexit. Ces répercussions seraient d'autant plus fortes si une crise économique et une crise politique se combinaient. Et si Renzi gagnait le référendum mais dans un contexte de crise économique et financière, il pourrait ne pas réussir à empêcher un succès du M5S aux élections de 2018.

Dans tous les cas de figure, il est primordial que le mouvement ouvrier reprenne l'initiative et soit capable de redevenir un protagoniste sur la scène sociale et politique. □

ITALIE

La nature ambiguë du Mouvement 5 Etoiles

PAR FRANCO TURIGLIATTO

Le Mouvement 5 Etoiles a été fondé en septembre 2009 par le comique Beppe Grillo. Où en est cet «OVNI» politique qui, sur fond de recul important des luttes et de la conscience des classes populaires, capte une large partie de cet électorat ?

La victoire du Mouvement 5 Etoiles (M5S d'après ses initiales en italien) et de ses jeunes candidates Virginia Raggi et Chiara Appendino, aux élections municipales de Juin 2016 dans deux villes symboles de l'Italie (la capitale, Rome et la principale ville industrielle du pays, Turin), a ravivé beaucoup de questions sur le rôle politique et la nature du groupe fondé par le comédien Beppe Grillo.

LES FONDATEURS ET LES DYNAMIQUES ÉLECTORALES

Les premières étapes pour construire les «Amis de Beppe Grillo» datent de 2005-2006, mais ce sont les deux jours de mobilisation du «Vaffanculo Day» (la journée du «va te faire foutre» !), en 2007 et 2008 contre la caste politique, qui ont créé les conditions pour la fondation en septembre 2009 du Mouvement 5 Etoiles.

Les premiers tests électoraux aux élections locales ont été modestes et il a fallu attendre 2012 pour que le M5S obtienne ses premiers résultats significatifs dans certaines villes, parmi lesquelles Gênes et en particulier Parme, où le M5S a remporté la mairie de cette capitale de province. Cela a été le point de départ pour un grand succès aux élections générales de 2013, où le M5S est devenu le premier parti avec 8 691 106 voix, 25,56%, contre 25,42% au Parti démocrate (PD). Ce dernier a cependant obtenu 29,18% des voix avec ses alliés, ce qui lui a permis de bénéficier de la prime majoritaire pour la Chambre des députés.

Lors des élections européennes de 2014, le M5S a fait un score de 21,16%, face au résultat exceptionnel du PD (40,81%) et à Forza Italia de Berlusconi en forte baisse (16,81%). En 2016 sont donc arrivées les victoires à Rome et à Turin, les résultats du M5S étant plus contenus à Milan et Bologne, et surtout à Naples où le maire sortant, Luigi De Magistris, a été réélu à la tête d'une coalition ci-

toyenne et de gauche.

Des sondages récents indiquent, en cas d'élections parlementaires, des intentions de vote à peu près égales (autour de 30%) pour le PD et le M5S, ainsi que pour une liste unitaire de la droite.

Deux hommes ont construit et défini le projet politique du M5S. D'abord, le showman, Beppe Grillo, connu pour ses tirades contre la caste politique, la corruption et la destruction de l'environnement, et capable d'une grande emprise sur un large public. Mais aussi le chef d'entreprise Gianroberto Casaleggio, propriétaire d'une grande société, Casaleggio Associati, spécialisée dans la communication et le marketing, ce qui a permis la formation d'une organisation centralisée et contrôlée grâce à un réseau internet. Le M5S est une force politique très verticale, avec un rôle dominant des deux leaders. La mort récente de Casaleggio n'a pas changé cette configuration car le rôle du père a été repris par son fils, qui gère aujourd'hui la société. Cependant, le développement du mouvement et sa présence dans les institutions ont accru le poids des dirigeants des groupes parlementaires à la Chambre et au sénat. Au niveau national a été formé un comité directeur de cinq personnes, mais Grillo se réserve toujours le dernier mot.

NATURE ET CARACTÉRISTIQUES DU M5S

Quelles sont les caractéristiques de ce mouvement ? En utilisant une vieille terminologie marxiste, nous dirions que c'est un mouvement petit-bourgeois par la composition de son groupe dirigeant, son programme politique et ses objectifs : démocratiser et rationaliser la société et le fonctionnement des institutions, porter des coups à la corruption et aux privilèges, imposer la transparence des actes publics et le contrôle des citoyens via le web. Le système capitaliste n'est en rien remis en cause, seuls sont contestés ses excès et la corruption de ses gestionnaires

politiques. Le M5S ne mène donc pas de véritables campagnes contre les politiques économiques libérales dominantes ou contre l'austérité capitaliste. Son principal slogan est la revendication de l'honnêteté et son thème politique central est la lutte contre les privilèges de la classe politique; le mouvement se présente comme le «purificateur» et le «sauveur» de la société.

Le M5S prétend donc n'être ni de droite ni de gauche, non seulement parce qu'il le pense, mais aussi parce qu'il utilise consciemment un mélange de langages, messages et propositions concrètes qui lui permettent de s'attirer des sympathies de droite comme de gauche. Sur certains terrains, l'environnement, les transports, les droits civils ou l'énergie, il porte un discours de gauche et les militants du M5S participent activement aux mobilisations sur ces questions. Sur d'autres terrains, les migrants, les droits des salariés du secteur public ou le rôle des syndicats, ce sont généralement les thématiques de droite qui sont reprises. Longue est la liste des déclarations aux accents clairement xénophobes de certains de ses dirigeants ou militants, destinées à recueillir le soutien de secteurs populaires dépolitisés ou situés à droite.

L'habileté du groupe dirigeant est justement d'avoir su construire une image ambiguë, mais crédible. L'opération a été possible parce qu'elle correspond à une très forte chute de la conscience de classe des travailleurs, ainsi qu'au niveau moyen de conscience politique de larges couches populaires qui ne supportent plus leur situation et veulent un changement. Ces dernières, faute d'une organisation de classe et de réponses collectives, pensent trouver une réponse dans les positions «anti-caste» du M5S.

La croissance rapide de ce mouvement ne peut pas s'expliquer si l'on ne prend pas en considération ce qui s'est produit dans la

première décennie de ce siècle: les grandes luttes des travailleurs et des mouvements sociaux, leurs défaites désastreuses, l'échec du gouvernement Prodi de centre-gauche (2006-2008) et celui du Parti de la Refondation communiste. Tous ces événements ont entraîné une profonde désillusion et la dé-moralisation de larges secteurs de la classe ouvrière, avec un effondrement de la conscience de classe même dans ses formes les plus élémentaires. La crise économique de 2008 et les politiques d'austérité destructrices ont porté ces phénomènes à l'extrême: la classe ouvrière n'est plus un sujet politique.

LE PROGRAMME DU MOUVEMENT DE GRILLO

Le M5S a critiqué certaines décisions de politique étrangère et d'intervention militaire des gouvernements successifs, mais il ne remet pas en cause le rôle de l'Italie comme puissance capitaliste et impérialiste. Pour ce qui est de l'Union européenne, il a pris des positions contradictoires en fonction des circonstances, oscillant entre la sortie de l'euro et d'autres propositions beaucoup plus modérées. L'adhésion des députés européens du M5S au même groupe du parlement européen que l'UKIP de Nigel Farage exprime toutes les ambiguïtés de Grillo, tout en ne signifiant pas une adoption des choix politiques du parti britannique d'extrême droite.

Le M5S est une force très institutionnelle; il mène des batailles démocratiques au parlement et s'oppose aujourd'hui au projet de Renzi de réforme de la constitution italienne de 1948. Mais il ne cherche pas à faire converger cette action avec une mobilisation démocratique de masse, et encore moins avec des initiatives du mouvement ouvrier. Il ne se préoccupe pas non plus d'élaborer un véritable programme sur les questions du travail et de la précarité pour faire face aux conditions dramatiques dans lesquelles vivent les classes populaires après des années d'austérité.

Le mouvement de Grillo propose comme objectif central l'introduction d'allègements fiscaux supplémentaires pour les petites et moyennes entreprises, considérées comme la pièce maîtresse du développement, et un incertain revenu de citoyenneté pour ceux qui restent sans travail (en fait, une forme de charité). Ne figurent dans son programme ni la remise en cause

des dogmes du capitalisme libéral, ni la nécessité d'une nouvelle intervention publique forte dans l'économie, ni la réduction générale du temps de travail, ni la défense des conventions collectives de travail. Rien d'étonnant, étant donné sa nature interclassiste.

Ses dirigeants, issus de la petite bourgeoisie, exercent divers types de métiers dont des professions libérales. Les militants de base viennent de divers horizons, ce sont des hommes et des femmes qui exercent un travail soit indépendant, soit salarié, plutôt de nature intellectuelle, mais pas seulement. Une partie d'entre eux sont précaires. Beaucoup moins présents sont les militants issus de l'industrie et de la classe ouvrière «traditionnelle». Par contre, nombreux

gnés sur les positions officielles. La structure de base du M5S est celle des «meet-up» (rencontres électroniques, initiées par en haut à partir du réseau du mouvement), rares sont les réunions physiques directes. Celles-ci ont cependant montré leur importance dans les périodes de campagne électorale.

Le fonctionnement interne du M5S est donc très discuté d'un point de vue démocratique. Par ailleurs, il fait preuve d'un comportement fondamentalement sectaire envers les autres forces politiques. Pour les membres du M5S, seul leur mouvement existe: toutes les autres forces font partie de l'ancien système à régénérer et appartiennent à un monde extérieur «impur». Le M5S préconise la participation des citoyens,

mais seulement dans le cadre de ses méthodes et s'ils assimilent les formes sous lesquelles le mouvement exerce ses activités. Il ne pense pas que cette participation puisse être structurée dans le sens d'une construction sociale autonome et se méfie des structures indépendantes de ses propres initiatives.

Le gouvernement de villes comme Rome et Turin expose aujourd'hui le M5S à une forte offensive de ses adversaires politiques, comme à d'énormes problèmes politiques et administratifs. Il sera important de suivre les dynamiques qui se produiront.

Le succès du mouvement de Grillo, qui amène certains secteurs à nourrir envers lui des illusions

déplacées, met en évidence la défaite et la crise de la gauche dans notre pays. Mais il n'est pas dans la nature du M5S de travailler pour faire surgir le mouvement social de masse indispensable afin de contrer les politiques des patrons et des gouvernements qui les représentent. Comme ils l'ont fait jusqu'à présent, les «grillistes» chercheront à récolter au plan électoral les bénéfices du mécontentement de la population, en dénonçant quelques-uns, mais seulement quelques-uns, des méfaits du gouvernement sans remettre en cause le marché et les règles du capital.

Il n'y a pas de raccourcis dans la tâche de reconstruction d'un mouvement de masse des travailleurs et une organisation de classe anticapitaliste. Le phénomène M5S ne fait que le confirmer. □

• Franco Turigliatto appartient à la direction de l'organisation italienne Sinistra Anticapitalista. Le texte a été traduit par Henri Wilno.



SI, È UNA COMPARAZIONE, MA NON È PUBBLICITÀ!

	RIMBORSI ELETTORALI AL PARTITO SOLO PER LA REGIONE EMILIA-ROMAGNA		STIPENDIO MENSILE NETTO PER OGNI CONSIGLIERE REGIONALE	COSA NE PENSANO I PARTITI DEI VITALIZZI?
	IL PRIMO ANNO	DOPO 5 ANNI (circa)		
PD	1.306.201,52 €	6.500.000 €	Tra i 6.600 e i 12.600 €	Sono favorevoli
PDL	789.798,68 €	4.000.000 €	Tra i 6.600 e i 12.600 €	Sono favorevoli
Lega Nord	440.150,85 €	2.200.000 €	Tra i 6.600 e i 12.600 €	Sono favorevoli
IDV	207.984,26 €	1.000.000 €	Tra i 6.600 e i 12.600 €	Sono favorevoli
MOVIMENTO 5 STELLE	193.258,87 €	966.000 €	Tra i 6.600 e i 12.600 €	Vogliamo abolirli!!!
UDC	120.989,47 €	605.000 €	Tra i 6.600 e i 12.600 €	Sono favorevoli
Fed. Sinistra	90.316,92 €	451.000 €	Tra i 6.600 e i 12.600 €	Sono favorevoli
Sel-Verdi	57.626,38 €	281.000 €	Tra i 6.600 e i 12.600 €	Sono favorevoli

PERICOLOSI PER LA CASTA!

La mouvement de Beppe Grillo contre la « caste »: affiche dénonçant les subventions électorales aux partis en Emilie-Romagne, ainsi que les indemnités mensuelles des conseillers régionaux, comprises entre 6600 et 12 600 euros. Le M5S propose de supprimer les subventions aux partis et de réduire l'indemnité du conseiller régional à 2500 euros. DR.

sont les travailleuses et travailleurs des secteurs privé et public (avec parmi eux des délégués syndicaux de base) qui votent pour les candidats du M5S. Les récentes élections municipales ont montré la capacité du mouvement de Grillo à capter des votes significatifs de secteurs pauvres et marginalisés, désespérés de trouver une alternative à la situation dans laquelle ils se trouvent.

STRUCTURE INTERNE ET RAPPORTS AVEC LES AUTRES FORCES

La structure interne a été construite pour assurer le plein contrôle des deux principaux dirigeants sur l'ensemble de l'organisation. Les décisions sont prises en ligne rapidement par un vote des membres -peut-être pilotés- et sans véritable débat public. Et cela se passe de la même façon pour l'expulsion des membres considérés comme n'étant pas en conformité avec les bases de l'organisation ou tout simplement pas ali-

ETAT ESPAGNOL

L'impasse politique. C'est par où la sortie ?

PAR ANTOINE RABADAN

Les législatives de juin ont donné la victoire au Parti populaire, le parti de la droite libérale conservatrice qui mène au gouvernement une violente politique d'austérité. Podemos, le parti qui est né de l'espoir soulevé par le mouvement des Indigné-e-s, subit, lui, un net recul. Pourtant le régime en place reste confronté à une tenace crise de «gouvernabilité». Le point sur ces paradoxes espagnols.

A la législative du 26 juin dernier (26J en espagnol elliptique) les choses, ramenées à deux données certes incontestablement lourdes, semblent simples à comprendre: la droite, le Parti populaire (PP), pourtant impliquée dans un nombre incalculable d'affaires de corruption, a augmenté les voix (+ 700 000) et le nombre de députés (+14) obtenus six mois auparavant; Podemos, auréolé de sa percée en décembre dernier, a perdu, dans ce laps de temps, un million de voix et n'a fait que maintenir, grâce à l'appoint d'Izquierda Unida (IU), le nombre de députés (71) décroché alors avec ses alliés régionaux et les écologistes de Equo. Il échoue à dépasser le PSOE (socialistes) pour, comme c'était son objectif, devenir la première force de gauche et donc d'opposition ouverte à la droite. Il convient pourtant d'aller au-delà, en relativisant le succès du PP qui, fin août 2016, n'a toujours pas les moyens de s'assurer une majorité de gouvernement, ni même d'investiture pour gouverner en minorité et, aussi, en interrogeant ce qui est arrivé à Podemos. Le régime issu de la «Transition démocratique», amorcée à la mort du dictateur Franco, en 1975, est entré dans une crise profonde qui est à mettre au compte essentiellement, bien que non exclusivement, de la révolte indignée de 2011 (15M). Et cela dans le paradoxe de son échec immédiat, signifié par la victoire électorale, par majorité absolue, obtenue par le Parti populaire en novembre de la même année.

LE BIPARTISME, CLÉ DE VOÛTE DU RÉGIME DE LA TRANSITION

Le bipartisme qui s'est institué entre 1975 et 1978 (année de la promulgation de la Constitution démocratique) a fixé le cadre politique neutralisant les processus de contestation radicale, sociale et politique qui combinaient, sous la dictature finissante, des grèves et des manifestations toujours plus menaçantes.

L'avènement, par un consensus gauche-droite (à gauche, PSOE et PCE ensemble), d'une monarchie parlementaire a vu l'émergence de ce qui allait se configurer stricto sensu comme les partis du régime. A droite, avec, en 1982, la supplantation, par l'ancêtre du PP, l'Alliance Populaire (AP), du «centre», l'Union du Centre Démocratique (UCD) de Adolfo Suárez, qui avait épuisé sa mission «historique» d'avoir mis en route la Transition; à gauche, avec la rapide marginalisation du PCE, le parti le plus important dans l'antifranquisme (moins 56% des voix et 4 députés au lieu de 23 en 1982, à 45 points des socialistes vainqueurs)¹, et l'affirmation d'un tout rajeuni (et si peu impliqué dans la lutte contre la dictature) PSOE. Lequel PSOE, atout décisif pour en faire le parti de l'entrée, effective en 1986, dans ce qui s'appelait alors la Communauté économique européenne, a bénéficié du puissant appui politique mais aussi financier de la social-démocratie allemande.

Le tour de force de la Transition aura été de déplacer les enjeux politiques du ter-



rain de la contestation sociale se manifestant dans la rue et sur les lieux de travail vers celui des débats balisés et maîtrisés au parlement, ce grand absent des temps de dictature, désormais intronisé espace emblématique et exclusif (délégitimant ainsi le recours aux actions extra-parlementaires) de la démocratie. Cette manœuvre a pour longtemps réussi et imprégné les esprits.

LA CRISE POLITIQUE DU RÉGIME

Les deux partis du régime ont polarisé, à eux deux, après l'avènement en 1982 d'un gouvernement socialiste dirigé par Felipe González (qui restera aux affaires pendant 14 ans!), la période 1982-2008, en recueillant les votes d'entre 50% (en 1989) et 63% («au début», en 1982) des

inscrits. Puis, pour la première fois donc depuis 1989, ils sont retombés... en 2011 à la barre des 50%. Mais en décembre dernier (20D pour 20 décembre), il s'est confirmé que ces 50% étaient l'amorce d'une chute brutale, qui se produisait désormais à 35% et que l'élection du 26J, à 38%, a seulement amoindrie.

Si l'on considère maintenant le pourcentage des votants mobilisés par le bipartisme, le constat est, quoique évidemment à une autre échelle, limpide: de 1982 à 2011, PSOE et AP/PP n'ont jamais cumulé leurs voix en dessous de 72% et ont même connu une pointe à 83% en 2008: cette année-là, celle de «la crise économique», le socialiste José Luis Zapatero était parvenu à se faire réélire en mars en recourant au déni quant à cette crise alors que, depuis janvier au moins, les indicateurs

sur le fil du rasoir à 50-55% des votants. La légère remontée de cette année 2016 laisse tout de même ce duo à 12 points du plus mauvais résultat obtenu depuis 1982 par rapport aux inscrits (50% en 1989 et en 2011) et à 17 points du plus mauvais résultat en termes de votants, les 72% de 1989.

On peut donc parler d'une historique perte d'attractivité et de légitimité, clairement consécutive, comme le prouve la chronologie électorale, à l'épisode indigné de 2011 mais aussi, comme nous le verrons plus loin, à l'émergence, trois ans plus tard, de Podemos. C'est ce que confirment le fait qu'il ait fallu procéder cette année, chose inédite dans le pays, à deux élections législatives en l'espace de six mois (et le spectre d'une troisième dans les mois à venir tarabuste les esprits), et que la «gouvernabilité» ne s'en trouve pas pour autant réglée puisque le rétrécissement en voix se traduit par une représentation au parlement insuffisante à dégager une majorité! La dynamique indignée joue donc toujours contre le bipartisme et son mode de fonctionnement habituel, l'alternance PP-PSOE. Le parti à la majorité reconduite, le PP, ne parvient plus à gouverner mais une majorité d'alternance classique, autour du PSOE, ne parvient pas non plus à s'imposer. Quant à une alternative (avec Podemos?)... nous allons en parler.

DEUX ÉLECTIONS À SIX MOIS D'INTERVALLE ET TOUJOURS PAS DE GOUVERNEMENT

De façon très symptomatique de cette crise politique inédite, El País, le principal quotidien espagnol et par ailleurs l'un des plus ardents propagandistes du régime, déplore que «le pouvoir législatif subisse la paralysie la plus longue de la démocratie. Le Congrès des députés n'a pas approuvé une seule loi depuis neuf mois et le Gouvernement ne s'est pas soumis au contrôle du parlement depuis presque 10 mois. Plus de 2500 questions des députés adressées à l'exécutif restent sans réponse. Les experts mettent en garde contre la dérogation aux règles constitutionnelles que suppose le blocage de l'un des trois pouvoirs de l'Etat, qui ainsi n'exerce pas ses fonctions, et ils avertissent: tout cela va se payer cher.»³ Dans l'immédiat c'est rien moins que l'approbation même du budget 2017, avec comme axe sa mise en conformité avec un plafond de dépenses et la réduction des déficits compatibles avec les desiderata menaçants

exprimés par la Commission Européenne, qui est en péril⁴. C'est dire l'enjeu pour la «caste» au pouvoir.

La solution inédite d'une coalition à l'allemande des deux grands partis du régime, un temps prônée par les barons du PSOE semble, dans l'immédiat, écartée par la direction de ce parti qui fait bloc autour de son secrétaire général Pedro Sánchez: non par une conviction politique alternative, qui n'est pas dans l'ADN du PSOE, mais par la lucide considération du coût politique induit par la dynamique indignée qui court encore et que, malgré bien des revirements, Podemos fait toujours peser sur le champ institutionnel. Pour les socialistes, le traumatisme de la déroute électorale de 2011, suite au 15M⁵, est encore là et rappelle qu'une alliance gouvernementale avec le PP pourrait rajouter à leur crise. L'impasse politique est totale et pose la question: mais que fait réellement Podemos de cette onde de choc indignée toujours à l'œuvre?

PODEMOS : DE L'ALTERNATIVE À L'ALTERNANCE ?

Le résultat de la législative du 26J, cela a été dit, a été largement en deçà de ce qui était prévu par les sondages⁶. Il reste pourtant à situer cet échec dans le contexte, que nous venons d'évoquer, de profonde crise des deux forces constituant les piliers du régime. Pour cela, il faut en premier lieu constater que l'existence même de Podemos, malgré ses limites, est un facteur clé, reste un facteur clé de ladite crise. Les chiffres le disent assez nettement: en maintenant le 26J, malgré un net tassement (moins 16% des voix acquises le 20D), un électorat à plus de 5 millions de votants (5 049 734), il multiplie par quatre, en ayant élargi son assise politique à d'autres forces, son premier résultat obtenu à peine deux ans plus tôt, en solo, avec seulement quatre mois d'existence, aux européennes. Avec ces voix du 26J, rassemblées sous le label Unidos Podemos (Unis nous pouvons)⁷, c'est un pôle, actuellement non encore digérable par le système, qui s'est cristallisé en représentant pas loin de 40% du score cumulé des «bipartistes» (13 330 894 voix)!

Les voix que ces derniers ont perdues, depuis 2011 pour l'un (PSOE) et depuis



sera comme un retour au début de la crise en 2008.

passaient au rouge (une inflation à 4,5%, la plus haute depuis 1995, + 107 000 chômeurs en 2007, la première augmentation depuis 2003).² Mais 2011 a vu, comme pour les inscrits, une baisse, dans ce cas de 10 points (73%), à première vue peu inquiétante, mais ramenant au plancher électoral de la période. A la législative du 20D, c'est la chute libre à 50%. Enfin en 2016, il se produit une remontée à 55% qui ne change pas décisivement la donne.

Majoritaire pendant 29 ans (1982-2011), assez largement par rapport au nombre des inscrits (à l'exception des 50% de 2011), de façon écrasante en termes de votants, le bipartisme est devenu en décembre 2015 très fortement minoritaire pour ce qui est des inscrits, en restant

l'an passé pour l'autre (PP), se sont portées pour partie dans l'abstention mais aussi sur le regroupement autour de Podemos, sans oublier Ciudadanos (3 129 769 voix, soit 40 % des voix obtenues par le PP, constituant une réserve de voix prosystème qui cependant n'arrive pas, en l'état, à renflouer le bipartisme originel). Là est la contribution de Podemos, dans le prolongement de la déstabilisation indignée, à la crise du régime et à l'impossibilité actuelle de stabiliser un gouvernement.

Pourtant de nombreux indices donnent à penser que paradoxalement, dans cette dynamique quincemayista⁸ qu'il porte et qui le porte, Podemos est en train de rompre les amarres avec l'esprit de l'indignation de 2011 et, corollaire inévitable, d'intégrer la logique politique circonscrite aux jeux d'alliances entre gens « raisonnables » dans le circuit fermé institutionnel qui a fait la force et, malgré de graves signes de faiblesse, continue, comme par inertie et par défaut de vraie opposition, à faire la force du système mis en place en 1978. Le choix électoraliste fait au congrès de Vistalegre de la fin 2014, dont l'appel radical à « prendre le ciel d'assaut » et la rhétorique battante du charismatique Pablo Iglesias⁹ ont occulté la portée auprès des militant-e-s, ainsi que, malgré quelques revers, les succès qui ont sanctionné ce choix, transforment toujours plus le parti en une machine à mobiliser seulement dans et par les urnes.

Nous avons développé ailleurs l'analyse de cet aspect de l'orientation de Podemos¹⁰ et n'en retiendrons ici que la donnée qui nous paraît essentielle, la décision de faire du PSOE, quoiqu'il s'y refuse à cette heure, un allié pour gouverner « pour le changement » ! Oublié le PSOE « caste », structurellement uni à son alter ego pro-régime qu'est le PP, des premiers temps de la courte existence de Podemos, y compris après Vistalegre, quand la logique électoraliste n'avait pas encore pleinement déployé ses implications. La direction iglésiste recompose sa « chimie » politique et divorce de ce qui est le cœur de l'indignation de 2011, sa radicalité antisystème. L'utopie des européennes, celui du défi adressé à l'existant s'étiole, voire est en train de se dilapider. L'espoir, chez certains des plus enthousiastes, de l'alter-

native fait place à la grise mobilisation pour une alternance ... de rupture en un oxymore qui s'avère impuissant à faire tenir ensemble les deux termes !

LE « PSOE MON AMOUR » DE PODEMOS

L'intronisation du PSOE comme partenaire gouvernemental se traduit d'abord par la révision opportuniste de l'histoire récente qui amène Pablo Iglesias à revendiquer, lors de la dernière campagne électorale, la figure du socialiste José Luis Zapatero comme ayant été le meilleur président de gouvernement de la démocratie espagnole. Dans l'oubli que c'est contre son gouvernement, en particulier contre sa réforme du travail, mais pas seulement, que le mouvement des places a pris son essor en 2011.

Que dire par exemple de la modification constitutionnelle que José Luis Zapatero a fait adopter, avec les voix du PP, en septembre de cette année, insistons sur ce point, après le reflux du mouvement des Indignés ? Cette réforme de l'article 135 de la Constitution soumet désormais toute politique budgétaire, toute dépense publique à la limitation du déficit et de l'endettement public comme y oblige le Traité de fonctionnement de l'Union européenne¹¹. Comment oublier que l'actuel secrétaire général du PSOE, aujourd'hui assidument courtisé par Pablo Iglesias, Pedro Sánchez, alors député, a voté cette modification qui instaure un verrou austéritaire opposable à toute politique sociale digne de ce nom ?¹² Comment, dans ces conditions, prétendre, comme le fait la direction de Podemos, que sur la base d'essentielles convergences programmatiques postulées existant entre les deux parties, PSOE et Unidos Podemos, il soit possible de mener une politique « pour le changement » en sous-estimant délibérément le danger que représente pour ledit changement l'intégrisme libéral de l'UE ?

Il est, au demeurant, fort éclairant de constater que Podemos n'a pas hésité à renoncer à l'abrogation promise de la réforme du travail socialiste ou à renvoyer aux négociations locales, contre ce que prévoyait son programme électoral, la question de l'autodétermination de la Catalogne qui, pour sûr, constituait un point de rupture incontournable avec le PSOE. Enfin, là aussi en gage de bonne disposition envers ce parti, il a fait passer son engagement de dépense publique de 90 milliards le 20D à 60 milliards pour le 26J.

Le secrétaire général du PSOE, Pedro Sánchez et celui de Podemos, Pablo Iglesias. Que sont-ils en train de se dire ? DR.



Le rapport au PSOE constitue le marqueur le plus frappant de la sortie de route politique d'un parti initialement antisystème mais pris désormais dans une dynamique de basculement dans le système, l'aspirant sur l'orbite d'une étoile à la déperdition lumineuse pourtant accélérée. Après le 20D, le PSOE a très significativement répondu à la déclaration d'amour iglésiste par une proposition de mariage... à trois avec Ciudadanos, lequel, décidément gourmand, visait le ménage à quatre... avec le PP ! Le refus de Podemos (et de ses alliés de Unidos Podemos) de se perdre dans cette désastreuse comédie de boulevard, l'a positionné dans le rôle peu engageant du cocu de ladite comédie ressassant laborieusement qu'amant éconduit, il reste pourtant disponible à passer l'éponge sur la rebuffade reçue et à renouer à tout instant, pour relation durable, avec le PSOE. Lequel a été lâché, à son tour, par un Ciudadanos lassé de ses tergiversations, au profit d'un tête-à-tête avec le PP négociant un accord d'investiture de celui-ci, semble-t-il sur le point d'aboutir en cette fin août.

LA FIN DE « L'HYPOTHÈSE PODEMOS »

Loin de prendre acte que l'échec du 26J participe du brouillage de la radicalité antisystème héritée du 15M et que, pour beaucoup, il fallait politiser davantage sans la désactiver, la direction de Pode-



mos persiste et signe, pire, aggrave la dérive décrite ci-dessus. Il n'est qu'à voir la vidéo des interventions de trois des principaux dirigeants, dont Pablo Iglesias, aux cours d'été de l'UCM, l'Université Complutense de Madrid, le 4 juillet dernier¹³. Tout n'est qu'assomption de la responsabilité, de la prudence, de la modération.

Le point nodal de ce qui se donne à voir comme une rupture stratégique est le million de voix qui a fait défaut le 26J. Cette abstention d'une partie de son électorat est interprétée par Podemos de façon totalement arbitraire comme un signal envoyé pour que l'on mette la pédale douce (Errejón dit ouvertement qu'il s'agit d'un appel à «ralentir») et, de fait, pour que l'on en finisse avec «l'hypothèse Podemos», celle de la période antérieure au 26J, d'une radicalité à tout crin dont l'effet aurait été d'effrayer ce million d'abstentionnistes. Il y a ici une des nombreuses légèretés, dont Pablo Iglesias se fait une spécialité, dans l'écriture du nouveau récit auquel obligerait la situation post 26J: cette «hypothèse Podemos», celle de la guerre éclair, de la guerre de mouvement, que la direction énonçait en termes à tonalité gramscienne, avait en effet vécu dès le 20D, voire dès les municipales de mai 2015.

L'argumentation proposée pour passer désormais à une guerre de positions,

étalée dans le temps et ouvertement caractérisée comme approfondissant la «parlementarisation» du parti et la recherche d'une alliance avec un PSOE élevé au statut d'atout majeur du changement, escamote la période de six mois où c'est précisément cette recherche du pacte avec le PSOE qui a débouché sur l'échec du 26J, sur ce rétrécissement des voix attendues par Unidos Podemos. Le fait est que dans ces exposés de l'UCM, la direction iglésiste assume publiquement, avant même que les militants en aient débattu, la nécessité d'opérer une rupture théorisée avec une stratégie qu'elle avait, sans l'avouer, déjà implicitement mise à l'agonie. Cet implicite acquis, les termes deviennent francs et directs: Podemos, au prétexte aberrant que la crise du régime aurait vécu, au moins provisoirement, doit, va devenir un «parti normal», dont la normalité devrait permettre de se gagner un PSOE revenu miraculeusement à ses origines social-démocrates.

Pour tenter de rendre cette mutation crédible, les dirigeants de Podemos revisitent la Transition en l'auréolant d'avoir permis d'instaurer une constitution démocratique à encenser (discours de Luis Alegre); on ne trouve, dans ce qui s'avère un plaidoyer pro-système, aucune trace de la fonction propre à cette Transition d'avoir, avec la loi d'amnistie des franquistes, recyclé les pièces maîtresses politiques et économiques de la dictature, d'avoir mis en route des restructurations industrielles sauvages, sous l'égide du socialiste Felipe González, d'avoir instauré, outre une démocratie «décaféinée» et autoritaire¹⁴, d'énormes exemptions fiscales en faveur des plus riches et maintenu très bas les salaires pour favoriser l'entrée, puis le maintien, dans l'Europe sur des bases «compétitives»... Vous avez dit social-démocratie à revendiquer? Bien évidemment la notion de social-libéralisme, ce puits d'infamie dans lequel s'est noyé ce courant réformiste, reste étrangère au récit iglésiste.

Enfin, cerise sur le gâteau, Pablo Iglesias a signé d'une formule frappante ce qu'implique l'engagement déclaré de faire de Podemos un parti de gouvernement allié au PSOE: «*Nous avons appris à Madrid et à Valence [deux villes conquises par Podemos et ses alliés en mai 2015] qu'on change les choses depuis les institutions. Cette imbécilité que nous disions quand nous étions d'extrême gauche, selon laquelle on change les choses*

dans la rue et non dans les institutions, est un mensonge» (à retrouver, via la note 16, à la 29^e minute de la vidéo). Si l'on passe sur la grossièreté analytique avec laquelle, malgré l'enrobage autocritique, est expédié le bilan de l'extrême gauche espagnole, on trouve exposée l'idée essentielle que les mobilisations sociales ne sont plus le levier du changement ou sont, à la rigueur, une force d'appoint dans laquelle Podemos ne se donne aucun rôle à jouer pour qu'elles deviennent un acteur central permettant de créer du rapport de force, voire de les faire advenir comme moteur du changement.

Pablo Iglesias retient, pour justifier ce positionnement crucifiant le fait que les rues et les places puissent redevenir les espaces d'une nouvelle donne politique tirant les enseignements des insuffisances du 15M, que Podemos est né dans le reflux de celui-ci! La messe est dite, il ne faudra pas compter sur une direction iglésiste décidée à accentuer la «parlementarisation» du parti où seul un Monedero, jouant son classique rôle de poil à gratter, émet quelques réserves sur le nouveau cours, pour maintenir ou plus exactement renouer avec l'esprit de révolte du 15M. Il ne s'agit plus que de remodeler le bipartisme structurel hérité de la Transition en un tripartisme (PP, PSOE et Podemos) dont on nous dit qu'il se résoudra en fait en un nouveau bipartisme: «progressistes» (PSOE + Podemos) versus «conservateurs» (PP appelé, selon Pablo Iglesias, à absorber Ciudadanos). Il n'est pas sûr pour autant qu'à vouloir singer le PSOE conquérant des années 1970, en s'annexant ce qu'il reste aujourd'hui de ce parti, Podemos ne connaisse pas la marginalisation que connut alors le PC en pariant sur son intégration au jeu institutionnel.

AU DÉFI DE CONSTRUIRE UNE ALTERNATIVE À SOI-MÊME?

Dans une telle situation de blocage institutionnel et de dérive politique de Podemos, que peut-on attendre et espérer des événements à venir?

On ne peut écarter qu'un échec du PP à obtenir une investiture dépendant de l'abstention de quelques députés du PSOE, débouche sur un troisième tour électoral, probablement... à Noël. On ne peut pas écarter, non plus, que le PSOE et Unidos Podemos parviennent à un ac-

cord de gouvernement au prix probablement, au vu du profil que la direction podémite est décidé à adopter, de nouvelles concessions politiques de sa part. Encore faudrait-il, si élections il y a, que les résultats soient à la hauteur. Ce qui n'est pas acquis. Mais il n'est pas exclu non plus que la perspective de dégager le « populaire » Rajoy et sa bande n'enclenche sur une dynamique électorale victorieuse ou, plus simplement, sur un accord parlementaire PSOE-Podemos-nationalistes catalans et/ou basques, permettant de créer ce « gouvernement du changement » mais exposant à un cycle de désillusion comme celui rapidement ouvert, en France, par le « Tout sauf Sarkozy » en 2012. Et cela, malgré la présence dans un tel gouvernement espagnol des « trublions radicaux » emmenés par Pablo Iglesias, dont on vient de voir qu'ils sont en voie de déradicalisation accélérée, en voie de syrization précoce¹⁵, avant même d'avoir accédé au gouvernement, intégrant seulement, différence majeure avec la situation grecque, qu'il n'y a pas eu de pasokisation par implosion électorale du PSOE.

Des indices montrent pourtant que les choses bougent dans Podemos pour refuser en premier lieu le fonctionnement verticaliste du parti, qui donne à la direction carte blanche pour imprimer les réorientations politiques que nous avons vues. Condition insuffisante mais nécessaire pour permettre l'affirmation d'une politique alternative, dans un sens décidément anticapitaliste, axé sur la reconstruction du mouvement social, qui fasse sauter l'obstacle posé à une confrontation avec la Troïka et neutralise la chronique à la grecque d'une défaite annoncée pesant sur toute orientation qui se refuse à se confronter à l'Europe du capital.

Le récent large succès, à la primaire des catalans de Podem, d'une candidature à la direction opposée à la direction centrale iglésiste et soutenue par les anticapitalistes¹⁶, comme la remontée au niveau de la direction du parti, après le 26J, des positionnements de 400 cercles¹⁷ majoritairement critiques avec une campagne qu'ils auraient souhaitée « moins social-démocrate et plus indignée » et « cognant plus », signifient qu'il existe encore la possibili-

té de travailler à redresser ce parti si le pouvoir est rendu aux militant-e-s. Mais l'affaire ne sera pas simple pour les anticapitalistes, de par le fonctionnement interne antidémocratique maintenu qui bride leur autonomie et les aspire, quoiqu'ils en aient, à assumer les tâches prenantes de l'animation de campagnes électorales, dont il est acquis qu'elles sont appelées à fourvoyer, si rien ne change, un esprit indigné visiblement encore largement présent parmi les militant-e-s¹⁸. Ceux et celles-ci se résoudront-ils/elles à voir Podemos fonctionner en miroir de Ciudadanos, à voir les « émergents » des deux bords, le « Podemos de gauche » et le « Podemos de droite » participer, au fond en synchronisation, du syndrome de subordination du rémora, accroché chacun à son requin bipartite ? Pour le plus grand bénéfice de celui-ci et, plus fondamentalement, de l'écosystème politique de la domination capitaliste dans l'Etat espagnol, dont on aurait tort de penser qu'il serait rétif à se reconfigurer pour surmonter sa crise...

L'heure est indéniablement à faire à l'envers le parcours d'institutionnalisation et de neutralisation que connurent les colères populaires en 1978, en retrouvant et en politisant, plus qu'il n'a pu être fait, la dynamique désinstitutionnaliste de 2011 : ce qui n'exclut pas toute présence dans les institutions pour autant que l'on rejette le piège électoraliste dans lequel l'iglésisme, c'est clair maintenant, est décidé à faire tomber Podemos. □

1 Le PCE comptait plus de 200 000 militants en 1977, tandis que le PSOE n'en avait que 3500 (Javier Tusell, « Dictadura franquista y democracia 1939-2004 », Barcelone, Crítica, p. 250).

2 « La economía vive su peor momento de la legislatura a dos meses de las elecciones », L'économie connaît son pire moment de la législature à deux mois des élections (El País, 4 janvier 2008), http://elpais.com/diario/2008/01/04/economia/1199401201_850215.html

3 « Nueve meses sin una sola ley », Neuf mois sans une seule loi (El País, 15 août 2016), http://politica.elpais.com/politica/2016/08/15/actualidad/1471289112_444862.html

4 « Ciudadanos no negociará los Presupuestos con el PP hasta que haya Ejecutivo », Ciudadanos ne négociera pas les budgets avec le PP en l'absence d'exécutif (El País, 15 août 2016), http://politica.elpais.com/politica/2016/08/15/actualidad/1471260118_136785.html

5 Le PSOE a payé le prix fort d'avoir été le parti du gouvernement contre lequel s'est soulevée l'indignation. Il n'a pesé, à la législative de novembre 2011, que 39% dans le total des voix cumulées PP-PSOE, en perdant plus de 4 millions de voix et 15 points.

6 Antoine Rabadan, « L'échec de Podemos et de ses alliés : de l'urgence d'une réorientation », Contretemps, 26 juillet 2016, <https://www.contretemps.eu/interventions/echec-podemos-ses-allies-urgence-reorientation>. Lire aussi « Et l'on n'a pas pu ». Podemos à la croisée des chemins », de Mario Espinoza Pino, Contretemps, 28 juillet 1916, <https://www.contretemps.eu/interventions/k-n-pas-pu-podemos-croisee-chemins> et « Etat espagnol - 2015, année électorale. 2016 : relance des mouvements sociaux ? », revue L'Anticapitaliste n° 73, février 2016, <http://www.npa2009.org/idees/international/etat->

espagnol-2015-année-électorale-2016-relance-des-mouvements-sociaux

7 Unidos Podemos est un clin d'œil par le premier terme ou dernier venu dans la coalition, Izquierda Unida. Cet intitulé traduit plus essentiellement l'abandon par la direction de Podemos de la stratégie du cavalier seul politique plébiscitée par le Congrès de Vistalegre (octobre 2014), une politique qu'avant l'accord avec IU, l'ouverture, pour les élections locales, à d'autres partis avait remise au placard des belles idées sans avenir.

8 De « quince de mayo », quinze mai.

9 « Podemos, ou l'art de "prendre d'assaut le ciel" par les élections », revue L'Anticapitaliste n° 70, novembre 2015, <https://npa2009.org/idees/international/podemos-ou-lart-de-prendre-dassaut-le-ciel-par-les-elections>

10 « L'échec de Podemos et de ses alliés : de l'urgence d'une réorientation », Contretemps, <http://www.contretemps.eu/interventions/echec-podemos-ses-allies-urgence-reorientation>

11 « El artículo 135 de la Constitución, antes y después de la reforma de 2011 », L'article 135 de la Constitution, avant et après la réforme de 2011, El País, 21 novembre 2014, http://politica.elpais.com/politica/2014/11/24/actualidad/1416849910_452980.html

12 Aujourd'hui Pedro Sánchez déplore ce vote et veut revenir sur cette modification constitutionnelle. Mais il joue au chat et à la souris sur le sujet, visiblement pour se garder une marge de manœuvre en cas d'accès à la présidence du gouvernement : il affirme ainsi sa volonté de « réformer », non d'« abroger » cet article.

13 Pablo Iglesias : « C'était idiot de dire quand nous étions à l'extrême gauche que les choses changent dans la rue et non dans les institutions. » Anti-K, L'économie anticapitaliste, <http://www.anti-k.org/2016/07/11/96885/#.V7n564zGH1>

14 Vidéo : Pablo Iglesias, « Felipe González tiene el pasado manchado de cal viva », Felipe González a son passé taché de chaux vive (<https://www.youtube.com/watch?v=oQ9tEK6uewQ>). La chaux vive est une allusion à l'assassinat en 1983 de deux militants basques, Joxean Laso et Joxi Zabala, qui furent enlevés par les anti-ETA Groupes antiterroristes de libération (GAL), torturés, assassinés et dont les corps furent enterrés sous 100 kilos de chaux vive (« 25 años de la desaparición de Laso y Zabala. La cal viva no enterró la guerra sucia », Il y a 25 ans, la disparition de Laso et Zabala. La chaux vive n'a pas enterré la sale guerre, Gara, 15 octobre 2008, <http://gara.naiz.eus/paperezkoa/20081015/101396/es/La/cal/viva/no/enterro/la/guerra/sucia/>). Le ministre de l'intérieur de Felipe González, José Luis Barriónuevo, fut condamné en 1998 à dix ans de prison pour son implication dans les GAL. Felipe González lui-même fut soupçonné, sans conséquences judiciaires, d'avoir été le « Monsieur X » à la tête de ce groupe d'assassins. Quelque temps après sa sortie polémique,

Pablo Iglesias a fait son autocritique et présenté ses excuses au PSOE, voir http://www.eldiario.es/politica/Pablo-Iglesias-insistir-referencia-investigadora_0_512348869.html (<https://www.youtube.com/watch?v=oQ9tEK6uewQ>)

15 Nous avons récemment évoqué le risque d'izquierdaisation (institutionnalisation par reprise à son compte de la politique d'alliance avec le PSOE défendue de longue date par IU) de Podemos. Voir le texte cité, « L'échec de Podemos et de ses alliés : de l'urgence d'une réorientation ».

16 « El crítico y anticapitalista Albano Dante Fachin liderará Podem », Le critique et anticapitaliste Albano Dante Fachin va diriger Podem, La Vanguardia, 26 juillet 2016, <http://www.lavanguardia.com/politica/20160726/403482123383/albano-dante-fachin-secretario-general-podem.html>. Une forte opposition se dessine aussi dans le Pays valencien, depuis les cercles, contre la direction locale iglésiste : « El sector crítico de Podemos se organiza », Le secteur critique de Podemos s'organise, Levante, El mercantil valenciano, 29 août 2016, <http://www.levante-emv.com/comunitat-valenciana/2016/08/29/sector-critico-organiza/1460599.html>

17 Voir « L'échec de Podemos et de ses alliés : de l'urgence d'une réorientation ».

18 En clôture de son Université d'été, Anticapitalistas, courant interne à Podemos, s'affirme favorable à la signature, en cas d'échec tout prochainement de l'investiture du PP, d'un accord d'investiture entre Podemos et le PSOE (et les partis « nationalistes ») mais sans que le premier participe au gouvernement. Le programme, en 20 à 25 points, négocié pour parvenir à cet accord devrait inclure, entre autres, « l'arrêt des expulsions de logements, l'abrogation de la réforme de l'Education (LOMCE), celle de « la loi bâillon » et des deux réformes du travail, donc celle instituée par les socialistes. Lire <https://www.cuartopoder.es/deidayvuelta/2016/08/28/la-izquierda-plantea-alternativas-ante-el-probable-fracaso-de-rajoy-en-la-investigadora/9773>

Travail social: adaptations au néolibéralisme et colères légitimes

PAR MATHILDE HARMAND ET TYS HIBOU

Educateur en prévention spécialisée, assistant-e social-e en service pénitentiaire d'insertion et de probation, «éduc» de jeunes enfants en pouponnière, moniteur/trice-éducateur/trice en foyer pour adultes en situation de handicap mental, éduc à la Protection judiciaire de la jeunesse... Dans la rue ou en prison, au sein de petites structures comme dans de grandes institutions, agents de la fonction publique ou salarié-e-s d'associations, le travail social apparaît comme une véritable mosaïque de réponses sociales à des formes diverses de violences, de difficultés et de souffrances individuelles.

Nous serions 1 500 000 travailleurs et travailleuses intervenant dans les champs de la protection de l'enfance, de l'insertion, du handicap et de la santé mentale, à tenter d'exercer nos missions: des missions de service public d'accompagnement et d'aide à la personne, dont le vœu émancipateur laisse pourtant place au contrôle social. Dans ce secteur qui évolue pour s'adapter au néolibéralisme, où se généralisent appels d'offres, mutualisations de moyens et évaluations incessantes, en bref où la marchandisation se met en place, les enjeux politiques et sociaux qui sont au cœur du travail social font peser sur les professionnels une instrumentalisation de leurs missions et de leurs interventions.

La remise en cause des objectifs et des pratiques du travail social dans les années post-1968 –condamnant son instrumentalisation idéologique qui vise à maintenir un semblant de paix sociale et la soumission à l'ordre établi – avait permis le développement de formations, d'un cadre éthique et de valeurs communes. La destruction progressive de ce socle commun depuis la fin des années 1990 marque un nouveau tournant.

Si le travail social n'a jamais eu pour objet d'agir sur les causes profondes des inégalités, de la pauvreté, de l'exclusion, il pouvait (tout au plus) parvenir à en atténuer les effets auprès des personnes accompagnées. Aujourd'hui, le travail social n'est



plus à même de réduire – même a minima – les effets dévastateurs des politiques capitalistes. Il est comme un pansement sur une fracture ouverte.

LA CONSÉCRATION DES LOGIQUES NÉOLIBÉRALES

Après les lois de décentralisation signant l'abandon progressif de l'engagement de l'Etat dans le champ socio-éducatif (action sociale, petite enfance, protection de l'enfance, personnes âgées...), la très controversée loi du 2 janvier 2002 «rénovant l'action sociale et médico-sociale» a introduit la loi du marché dans le travail social. Derrière quelques aspects d'apparence positive pour les droits des «usagers», elle représente un véritable outil de vérification des pratiques profession-

nelles, rend l'évaluation obligatoire selon des critères élaborés par les décideurs, et introduit la mise en concurrence des services entre eux, à l'image du management capitaliste moderne. En effet, la détermination des besoins comme des objectifs revient désormais aux autorités de contrôle et de tutelle financière (ARS, collectivités, Etat) qui choisissent leurs «opérateurs» par le biais d'appels à projet.

Conséquences directes de cette entrée en force de la concurrence:

- de nombreuses restructurations avec pour mot d'ordre la compétitivité et



comme variable d'ajustement financier la plus importante... le coût de la masse salariale;

- l'introduction de techniques de management d'entreprise et de concepts jusque-là étrangers au secteur: qualité, performance, évaluation et contrôle, référentiels, schémas, «guides de bonnes pratiques professionnelles» et organismes très lucratifs d'audit, de conseil, de diagnostic.

Bien sûr, tout cela ne permet ni un meilleur accompagnement pour les personnes concernées, ni une amélioration des conditions des travailleurs, mais bien une dégradation d'ampleur des conditions de chacun-e.

La généralisation des appels à projet (loi Bachelot dite loi HPST en 2009) puis les CPOM en 2013 (contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens: «un contrat de confiance pour une gestion moderne, solidaire et efficace en vue d'en soutenir la dynamique de développement»...) ont imposé de façon accrue les regroupements institutionnels, avec mise en concurrence et disparition des petites structures.

C'est tout? Non! Les capitalistes et leurs besoins de profits et de libéralisation de la société ne s'arrêtent pas là. Le lancement, en mars 2016, du premier appel à projet interministériel de SIB (ou «social impact bond», en français «investissement à impact social») inaugure une nouvelle famille de «produits» financiers rémunérés à vocation sociale. L'atteinte d'objectifs au regard d'indicateurs fixés par les investisseurs privés conditionnerait le retour sur investissement. Concrètement il s'agit pour eux de «miser» sur la réussite d'actions sociales relevant jusqu'alors du financement du secteur public, donc d'un début de privatisation.

DE LA VOLONTÉ DE CASSE DES ACQUIS CONVENTIONNELS À LA LOI TRAVAIL

Les deux conventions collectives relativement protectrices qui régissaient le secteur associatif privé non lucratif font l'objet d'attaques majeures. Tandis que la Convention collective nationale de travail de 1951 (issue du secteur hospitalier privé) a été rétablie sur des bases moins favorables aux salariés, celle de 1966 est dans le viseur de Nexem (l'organisation patronale née de la récente fusion des deux principaux syndicats d'employeurs, avec 3000 associations adhérentes, 10 000 établissements et 300 000 salariés).

Leur «nouvel environnement conventionnel» vise la destruction de la dénommée CCNT 66 avec, pour priorité, la diminution des coûts salariaux (remise en cause des métiers au profit de fonctions et de compétences, baisse et individualisation des salaires, remise en cause de l'ancienneté et introduction d'une part variable de salaire au gré de l'employeur, suppression des congés trimestriels et d'ancienneté, remise en cause des accords RTT et augmentation du temps de travail). Le positionnement des organisations syndicales représentatives des salariés et la mobilisation de ces derniers contre la remise en cause de la convention se sont juxtaposés, ces derniers mois, au mouvement contre la loi El Khomri. La lutte des travailleuses et travailleurs du secteur social pour la défense de la CCNT 66 suppose, de fait, l'exigence du retrait de cette loi qui la rendrait obsolète.

ENTRE DÉQUALIFICATION ET LOGIQUE DE CONTRÔLE ET DE GESTION

Un véritable processus de casse des métiers et des pratiques professionnelles, enclenché depuis deux ans, est planifié sur les cinq ans à venir selon le «plan d'action en faveur du travail social et du développement social» présenté en conseil des ministres le 21 octobre 2015. Après la loi 2002 et dans le cadre du processus de Bologne (uniformisation des systèmes d'enseignement supérieur européens), une première réforme des métiers du social a eu lieu en 2007. Elle a introduit dans le secteur la notion de compétences à acquérir, issue du monde de l'entreprise, en lieu et place de la qualification. Cette translation de la qualification vers la compétence permet de déqualifier massivement les métiers du social et de rendre la main-d'œuvre plus flexible.

Sous prétexte de simplifier la formation aux métiers du secteur, dont les diverses spécialités manqueraient de lisibilité et de cohésion (affaiblies sous l'influence gestionnaire), cette seconde réforme propose:

- une polyvalence des travailleurs avec l'idée d'un travailleur social unique ayant une simple spécialisation en dernière année de formation et remplaçant les métiers d'éducateurs spécialisés et d'éducateurs de jeunes enfants, d'assistants de service social, de conseillers en économie sociale et familiale, etc. Ceux-là deviendraient «experts» de la méthodologie de projets et animent les équipes au contact des «usagers» (nom donné de

manière générique et gestionnaire aux personnes accompagnées par des travailleurs sociaux), cette option permettant un encadrement hiérarchique allégé et donc une réduction des coûts;

- une déqualification massive des personnels qui seront au plus près des publics (filiales communes de «bas et moyen niveau»): assistants médico-psychologiques, veilleurs de nuit, moniteurs-éducateurs, etc.

Cette réforme, en raccourcissant les temps de stage, tente également de balayer la question de l'absence de moyens débloqués pour la gratification horaire minimale des stagiaires en formation (qui, loin de représenter un salaire permettant de vivre, confère à la recherche de stage des étudiants l'allure d'un véritable parcours du combattant). La réforme entraînera aussi compétitivité et concurrence entre organismes de formation qui devront s'adapter pour faire face à la réforme.

Le travail social fait donc face à une triple attaque dont les 3 dimensions sont articulées et ont pour finalité l'adaptation au néo-libéralisme: loi travail et casse des conventions collectives, introduction du financement privé à but lucratif et privatisations, déqualification et adaptation à la gestion de la misère et des inégalités... sur fond de politiques austéritaires!

AUSTÉRITÉ ET CONTRÔLE SOCIAL

En contrats précaires, de moins en moins formés et rémunérés, comment les travailleurs sociaux pourront-ils agir face aux situations de plus en plus difficiles et explosives dans lesquelles se retrouvent les personnes auprès desquelles ils doivent intervenir? Les répercussions sur le terrain, englué dans des logiques sécuritaires sur fond d'austérité, sont et seront désastreuses.

En protection de l'enfance, les attaques massives contre la prévention spécialisée et les «éduc de rue» n'en sont qu'un exemple, avec la diminution des budgets alloués par les pouvoirs publics, de nombreuses suppressions de postes, l'abandon de certains secteurs, le recentrage sur certaines tranches d'âge, voire sur certaines missions (décrochage scolaire, «prévention de la radicalisation», etc.).

C'est aussi en 2016 la fermeture de services entiers: le centre éducatif de formation professionnelle de Pontourny (qui rouvrira ses portes en tant que premier «centre de déradicalisation»...), les deux foyers départementaux pour ados du 92, ou encore 700 places en maisons

d'enfants dans le Nord avec 400 à 500 licenciements annoncés, etc. C'est encore la disparition progressive de l'accompagnement des jeunes majeurs : le département n'accorde un « contrat » à ces jeunes – pourtant les plus fragilisés – qu'à des conditions de plus en plus contraignantes en leur demandant l'impossible (autonomie, projets solides, formation, etc.).

Dans le champ du handicap, nous ne citerons que l'absence de moyens pour former les enseignants ou la diminution des crédits alloués à de nombreux établissements (- 4% pour le Nord en 2016).

Autre exemple à la Protection judiciaire de la jeunesse, où la révision générale des politiques publiques a laissé derrière elle une baisse de 632 postes entre 2008

jeux sont immédiatement exclus des dispositifs d'Aide sociale à l'enfance et mis à la rue. Le pire qu'il puisse leur arriver : accusations d'usurpation d'identité, de faux et d'usage de faux, condamnations à des peines d'emprisonnement, d'interdiction du territoire et de lourdes sanctions financières.

Le surenchérissement de lois sécuritaires illustre bien les tentatives d'instrumentalisation du travail social par l'Etat qui, au nom du maintien de l'ordre social, tente de gérer les contradictions du système, en imposant des fonctions normatives et de contrôle social. Ainsi assiste-t-on à la mise en place du partage d'informations à caractère secret (y compris avec la police ou les maires dans certains cas), aux attaques contre l'ordonnance de 1945 qui

leur présence auprès des personnes accompagnées, avec tout le jeu de la culpabilisation et de responsabilité individuelle entretenu dans le fonctionnement même du système, l'éclatement du secteur (public/privé, petites structures et petites équipes, secteur dispersé géographiquement et très diversifié) n'a par ailleurs jamais facilité la convergence de luttes existantes mais très isolées, peinant à se rendre visibles.

Depuis le 9 mars cependant, des salarié-e-s, étudiant-e-s et formateurs/trices du secteur descendent dans la rue, font grève et s'organisent. La commission Action travail social née début avril dans le cadre de la Nuit Debout parisienne a rassemblé les travailleurs et tenté d'impulser une dynamique de mobilisation massive du secteur social, en développant l'intervention sur les lieux de travail et de formation, un cortège dynamique – sectoriel puis rapidement interprofessionnel – et une mobilisation sur des revendications propres. Dans ce mouvement se sont côtoyés des militants révolutionnaires marxistes et libertaires, des syndicalistes et beaucoup de nouveaux militants qui se sont formés au sein de la mobilisation, et y ont joué un rôle décisif. Dépassant très rapidement les traditions syndicales tout en les actualisant, permettant des rencontres et une centralisation des bonnes volontés comme des initiatives, la Nuit Debout est une nouveauté pour le mouvement social et ouvrier.

Des tentatives de coordination nationale, des prises de contact sérieuses comme de multiples expériences d'organisation d'AG locales et régionales, d'élaboration d'orientations communes inclusives et radicales, la participation à l'intersyndicale nationale du travail social, et aussi certains affrontements avec les forces de l'ordre, ont été des expériences précieuses. Ces mois de mobilisation augurent certainement dans le secteur d'un niveau de confrontation accru.

Les nombreuses échéances qui concernent le secteur en septembre devraient permettre de continuer à construire ces luttes : loi Travail, calendrier de la Commission professionnelle consultative concernant la refonte des diplômes, CCNT 66.

Le 8 septembre contre la casse du travail social et le 15 contre la loi Travail, les travailleurs et travailleuses du secteur seront dans la rue. De plus, nous n'excluons pas de perturber la rentrée scolaire sur les écoles et instituts de formation. □

Pendant la mobilisation contre la loi Travail. DR.



et 2012. Les quelques créations de postes qu'elle peut brandir depuis lors ont été largement destinées à l'ouverture de Centres éducatifs fermés, dans la droite ligne des mesures sécuritaires qui l'ont affectée depuis les lois Perben.

Le cas des Mineurs isolés étrangers est l'illustration dramatique des logiques racistes guidant les choix politiques en matière d'action sociale. Ils sont triés sur le volet à coup de tests d'âge osseux largement contestés. Pour les « plus chanceux » reconnus mineurs, leur accueil en foyer devient l'exception, la majorité se retrouvant en chambre d'hôtel avec le risque d'une remise à la rue en cas d'arrêt de financement par le département (comme en Haute-Garonne en juin 2016). Cela, sans aucune garantie de régularisation à la majorité, à l'occasion de laquelle un renvoi dans le pays d'origine ou bien l'accès au statut de sans-papiers leur est cyniquement promis. Ceux déclarés ma-

consacrait « la primauté de l'éducatif sur le répressif », au fichage généralisé de la population, ou encore à des politiques d'incarcération massive, d'expulsions, etc. Tous les moyens sont bons pour donner l'illusion d'agir, pour encore et toujours fichier, stigmatiser, contrôler et aliéner. Cela, sans s'attaquer aux véritables processus d'exclusion, de marginalisation et d'échec dans une société toujours plus inégalitaire et raciste.

LA MOBILISATION CONTRE LA LOI TRAVAIL

Du côté des travailleurs et travailleuses du secteur, contraints d'appliquer des dispositifs et méthodes de travail dictés par de telles logiques, incompatibles avec leur éthique professionnelle, une telle redéfinition des missions occasionne pour beaucoup une perte de sens dans leur engagement professionnel.

Souvent attachés à ne pas abandonner

ELECTIONS US

La peste, le choléra et des raisons d'espérer

PAR JEAN-PHILIPPE DIVÈS

D'un côté un milliardaire mégalomane, outrageusement raciste et misogyne, de l'autre la représentante attirée du système, soutenue par Wall Street et les multinationales. Bref, la peste et le choléra. Mais si l'affrontement Trump-Clinton paraît a priori désespérant, le processus de la présidentielle aux Etats-Unis a aussi fait surgir de vrais motifs d'espérer.

L'autre événement a en effet été la percée impressionnante, dans la primaire du Parti démocrate, d'un outsider se réclamant du socialisme, défendant les principales revendications des mouvements sociaux et des luttes, et porté par un mouvement de masse.

Les phénomènes Trump et Sanders traduisent un rejet des discours et structures politiques établies, ainsi qu'une polarisation politique marquée par la radicalisation de secteurs de la société, vers la droite comme vers la gauche. De tels processus ne nous sont pas inconnus, on les a vus et les reverra dans nombre d'autres pays. Mais nous parlons ici de la première puissance mondiale, celle dont le rôle économique et politique reste absolument déterminant même si son hégémonie peut être contestée. Et au cœur de cette puissance c'est une vraie nouveauté, en tout cas depuis de très longues années.

UN IMMENSE ACCROISSEMENT DES INÉGALITÉS

La trame de fond réside dans les transformations de la situation économique et sociale. Il est un fait que les «1%» que dénonçait le mouvement Occupy de la fin 2011 se trouvent toujours plus riches et puissants, alors que la situation de la majorité des salariés et de la population n'a cessé de se dégrader. La grande crise de 2008 a sensiblement accéléré l'évolution engagée dans ce sens depuis l'élection de Reagan et l'avènement du néolibéralisme, au début des années 1980.

Quelques chiffres pour compléter ceux que l'on trouvera ailleurs dans ce dossier: durant les huit années du mandat d'Obama, le salaire médian est passé d'environ 54 000 à

52 000 dollars annuels; entre 2000 et 2014, le revenu médian des ménages a chuté de 66 845 à 60 462 dollars. En chiffres réels hors inflation, tandis que le revenu national par tête s'accroissait de 72% entre 1973 et 2014, la rémunération horaire moyenne du travail a augmenté de seulement 8,7% – dans le cadre d'une répartition extrêmement inégale, qui a profité pour l'essentiel aux segments supérieurs du salariat.

Quant au chômage... Le chiffre officiel est aujourd'hui de 5%, ou 10% en intégrant les salariés à temps partiel contraint ainsi que ceux que l'on considère «momentanément découragés» de rechercher activement un emploi. Mais pour beaucoup d'observateurs, ces données sont grossièrement sous-évaluées. Jacques Attali a estimé le taux de chômage réel à 17%, tandis que le site américain Shadowstats l'a calculé à 22,9%.¹

15% de la population (contre 10% en France) vit aujourd'hui sous le seuil officiel de la pauvreté, tandis que des secteurs de plus en plus nombreux s'en rapprochent. Le PNUD, agence spécialisée de l'ONU, classe les Etats-Unis au 3^e rang, sur les 18 pays les plus développés, pour l'acuité du problème de la pauvreté. 40 millions d'étudiants et anciens étudiants se trouvent sérieusement endettés auprès des banques après avoir dû emprunter pour payer leurs études.

Ajoutons que suite aux lois de criminalisation adoptées sous la présidence de Bill Clinton, un Afro-américain sur trois se trouve désormais sous la dépendance du système judiciaire – qu'il soit en prison, astreint à divers types de contrôles ou limité dans l'exercice de ses droits civiques. Sans compter la vague des assassinats racistes policiers ou para-policiers, contre lesquels le mouvement Black Lives Matter s'est créé et levé. Ou

les destructions environnementales croissantes, notamment du fait de l'exploitation des pétroles et gaz de schiste au moyen de la fracturation hydraulique.

LA FIN DU «RÊVE AMÉRICAIN»

Tel est donc le bilan des administrations républicaines et démocrates successives. Tel est, dans ce cadre, celui des huit dernières années de présidence d'Obama – une politique dont Hillary Clinton se réclame et qu'elle entend poursuivre. Les trois premiers textes traduits pour ce dossier traitent de ces différents aspects.



Cœur du système capitaliste mondial, les Etats-Unis sont aujourd'hui – peut-être pour cette raison même – l'un des pays où ses contradictions s'expriment le plus violem-

ment. Avec l'appauvrissement de la majorité de la population et le déclassement de dizaines de millions de personnes, le «rêve américain», selon lequel chacun pouvait espérer construire une vie meilleure pour lui-même et ses enfants, s'est évaporé.

Comme cela s'est vu tant de fois dans l'histoire, une partie des secteurs déclassés ou menacés de déclassement – dans ce cas, principalement des hommes et des femmes blancs – se tourne vers des solutions très à droite, ultranationalistes et racistes. Les partisans de Trump font porter la responsabilité de la situation aux gestionnaires du système politico-économique, identifiés comme *l'establishment* et les *liberals*, ainsi qu'aux immigrés chargés de tous les maux. Un article de ce dossier inscrit le phénomène Trump dans la vieille tradition américaine du populisme de droite, qui puise ses racines dans la conquête par dépossession et génocide des Indiens, ainsi que dans l'esclavage des Noirs.

FACE AUX POLITIQUES DE «MOINDRE MAL»

Le scrutin du 8 novembre opposera donc, en tant que candidats principaux, ce dangereux individu et celle qui n'est pas moins redoutable puisqu'elle représente la continuité des politiques ayant mené à ce point. Plusieurs articles ont en toile de fond la question que cet affrontement met au centre, dans les débats de la gauche et du «progressisme» étatsuniens: faut-il se rési-



Jill Stein s'adressant au meeting de la Convergence socialiste tenu le 25 juillet 2016 à Philadelphia [lire page 28 le compte rendu qu'en fait Dan La Botz]. DR.

gner à voter, à travers Hillary Clinton, pour un supposé moindre mal, ou bien la solution est-elle de soutenir une alternative de gauche indépendante, représentée désor-

mais par la candidate des Verts, Jill Stein?

Le débat n'est pas nouveau, il a même dans ce pays un caractère récurrent. Mais la nature et la personnalité des deux principaux candidats, d'une part, la force de la poussée à gauche enregistrée derrière la candidature de Sanders, d'autre part, lui donnent cette fois une acuité toute particulière.

Les forces de l'extrême gauche s'étaient divisées face à la candidature de Bernie Sanders à la primaire démocrate. Beaucoup avaient fait le choix de la soutenir, tandis qu'une organisation telle que l'ISO, qui estimait que Bernie se trouverait dans tous les cas lié par les institutions et règlements du Parti démocrate, avait appuyé dès le départ la candidature des Verts. Toutes (du moins toutes celles qui se réclament du marxisme révolutionnaire sans être enfermées dans des conceptions de secte) avaient cependant reconnu l'importance historique du mouvement déclenché autour de Sanders. Et les mêmes (ISO, Solidarity, Socialist Alternative et d'autres) se retrouvent désormais unies derrière la candidature de Stein.

Les politiques de moindre mal continuent pourtant de faire des ravages. Bernie Sanders lui-même a été le premier à y céder, en refusant de se présenter à la présidentielle en tant que candidat indépendant (ainsi que beaucoup de ses partisans le lui demandaient) et en finissant par endosser la candidature d'Hillary Clinton. Ce dénouement prévisible quoique regrettable a mis en évidence les limites politiques du sénateur du Vermont, un réformiste antilibéral qui n'est pas acquis à l'indépendance de classe des travailleurs.

Que sa campagne se soit réclamée du socialisme a constitué un fait très positif (et a eu un impact fort notamment dans la jeunesse), mais on doit se rappeler qu'il se définissait, selon ses propres termes, comme un «socialiste démocratique» «à la manière des pays scandinaves». De même son projet de «révolution politique» a-t-il eu l'immense mérite de remettre au goût du jour l'idée de révolution, mais le terme «politique» signifie en réalité qu'il ne s'agit pas d'une révolution sociale, que le but n'est pas de s'attaquer au système capitaliste en tant que tel, mais de le modifier en lui imposant des réformes.

UNE RADICALISATION À GAUCHE SOCIALE ET POLITIQUE

Tel n'est pas, n'est plus le cas du parti Vert – quand bien même lui aussi se situe dans un cadre fondamentalement réformiste – qui, lors de sa convention tenue au début du mois d'août, vient de modifier ses statuts en y remplaçant l'objectif d'un capitalisme responsable et participatif par celui d'un «système

économique alternatif» fondé sur «la démocratie des lieux de travail et des localités». Le parti Vert étatsunien est une sorte d'OVNI au regard des formations écologistes ailleurs dans le monde, en ce sens qu'il est réellement de gauche et profondément anti-impérialiste (quitte à tomber parfois dans des formes de campisme, comme le font aussi des secteurs de l'extrême gauche américaine).

Le dernier article de ce dossier estime, peut-être avec une dose d'optimisme, que l'«armée de Bernie» à maintenant trouvé en Jill Stein son nouveau «général». Si cela s'avère le cas au moins pour une fraction importante de tous ces militants, alors il pourrait sortir du processus en cours quelque chose de significatif qui représenterait une avancée à gauche; peut-être une sorte de front anticapitaliste (et écologiste, antiraciste et féministe), indépendant des Démocrates – une condition cruciale que par définition, la campagne Sanders ne pouvait remplir – et opposé à leurs politiques.

Les luttes de résistance à la crise et à l'oppression ont émaillé les dernières années. C'est le cas de deux grands mouvements: Occupy, qui en s'inspirant des exemples égyptien et espagnol, a occupé les places et contesté le pouvoir économique et politique à l'automne 2011; et Black Lives Matter («Les vies noires comptent»), lancé en 2013 et qui demeure à ce jour très actif. Ce sont aussi de nombreuses mobilisations écologistes, notamment à l'occasion de la COP21, et féministes, en particulier pour la défense du «droit à choisir» c'est-à-dire de l'IVG.

Et même si le niveau des grèves reste globalement bas au regard d'étapes précédentes, ce sont des luttes ouvrières emblématiques et en partie victorieuses, des enseignants de Chicago en 2012 jusqu'à la grève récente (de 45 jours!) des 39 000 travailleurs de la multinationale des télécommunications Verizon. Sans oublier la campagne syndicale «Fight for 15», initiée dans le secteur des fast-foods pour un salaire minimum horaire de 15 dollars, qui a remporté des victoires partielles dans une série de villes et de comtés importants.

C'est tout cela, couplé à la colère générale face aux inégalités croissantes, qui s'est exprimé au plan politique dans le mouvement pour la candidature de Bernie Sanders, et qui pourrait aujourd'hui commencer à se cristalliser autour de celle de Jill Stein. □

1 http://www.shadowstats.com/alternate_data/unemployment-charts.

2 Une série d'enquêtes publiées depuis le mouvement Occupy de 2011 indique que le socialisme, un terme qui fait traditionnellement peur et doit normalement être honni par les Américains, est perçu positivement par la majorité des moins de 30 ans, lesquels condamnent en revanche le capitalisme (autre chose étant évidemment de que chacun peut entendre par ces termes). Significativement, c'est également le cas de la population noire.

OBAMA, PROMESSES ET RÉALITÉS

Le programme qu'ils ne défendront pas

PAR JOSH ON

« Nous avons maintenant le programme le plus progressiste de l'histoire du Parti démocrate », a déclaré Bernie Sanders alors qu'il se préparait à endosser la candidature d'Hillary Clinton. Mais outre que l'affirmation est sujette à caution, faut-il accorder un caractère si décisif aux promesses électorales des Démocrates ? [Ce texte et ceux qui suivent ont été traduits et édités par Jean-Philippe Divès.]

C'est en tout cas l'occasion de revenir sur le programme d'Obama, celui qu'il défendait en 2008 avant sa première élection. Voyons notamment ses aspects les plus progressistes et ce qu'il en est advenu.

1. UNE COUVERTURE DE SANTÉ ABORDABLE ET DE QUALITÉ POUR TOUS LES AMÉRICAINS

Selon ce programme, « les familles et les individus devraient pouvoir choisir entre garder leur assurance actuelle et en choisir d'autres, privées ou publiques. La couverture devrait être accessible à tous les Américains grâce à des aides sous forme de crédit d'impôt ou autre (...) Les familles devraient disposer d'une assurance-santé similaire à celle des membres du Congrès. Elles ne devraient pas subir le poids de primes exorbitantes, de franchises insoutenables ou de plafonds de remboursement qui leur causeraient un risque financier en cas de maladie. »

L'Affordable Care Act (ACA, loi sur les soins abordables) a été la réalisation à la fois la plus acclamée et la plus controversée de l'administration Obama. Ainsi qu'Elizabeth Schulte l'a écrit sur SocialistWorker.org, « tandis que des aspects de l'ACA amenaient des améliorations – par exemple, la fin des refus de prestations à des personnes considérées à risque, ou l'octroi d'aides à des personnes à faible revenu –, l'ACA est loin d'apporter une couverture aux millions qui ont besoin d'une assurance-maladie. En fait, le nouveau système a aggravé la situation de nombreux travailleurs. »

La franchise moyenne a triplé depuis 2006, selon un rapport publié par le Los Angeles Times. On prévoit déjà une augmentation des primes en 2017. En Californie, par exemple, elles « vont augmenter en moyenne de 13,2% l'année prochaine – plus de trois fois l'augmen-

tation des deux dernières années ». Et plus de 33 millions de gens aux Etats-Unis n'ont toujours pas d'assurance-santé, rapporte le site FiveThirtyEight.org.

Les Démocrates disent s'être battus pour qu'une dite « option publique », comme c'était indiqué dans leur plateforme, soit incluse dans la législation sur l'assurance-maladie – un programme gouvernemental de santé proposé dans le cadre des choix offerts par l'ACA. Cette option publique figurait dans le texte présenté à la Chambre, mais elle a été éliminée de celui soumis au Sénat, qui a servi de schéma directeur à l'ACA. Ainsi que l'a rapporté *Socialist Worker*, les Démocrates avaient passé un accord avec les sociétés d'assurance pour retirer l'option publique de l'ACA. Ils ont fait cyniquement miroiter cette promesse dans leur plateforme et pendant les négociations, puis l'ont abandonnée. Réaliser l'objectif proclamé de réelles avancées, d'une couverture universelle et d'une santé abordable impliquerait d'aller vers un système unique qui écarte les assureurs privés du domaine de la santé. Mais cela n'a jamais été envisagé lorsque l'administration Obama a débuté ses négociations avec les assureurs.

2. RÉDUIRE LA PAUVRETÉ DE MOITIÉ EN DIX ANS

Extrait de la plateforme: « Quand Bobby Kennedy a vu les cabanes et la pauvreté dans le delta du Mississippi, il a demandé: "comment un pays peut-il permettre cela?" Quarante ans plus tard, nous nous posons toujours cette question (...) Un Américain sur huit vit dans la pauvreté (...) Près de 13 millions de pauvres sont des enfants. Nous ne pouvons tolérer ce type de souffrance et de désespoir dans notre pays (...) En travaillant ensemble, nous pouvons diviser la pauvreté par deux en dix ans. »

Il reste deux ans pour tirer un bilan définitif de cet engagement, mais on en prend tout sauf la direction. Les chiffres officiels de la pauvreté sont passés de 13,2% de la population en 2008 à 14,8% en 2014, le nombre des enfants pauvres augmentant sur la même période de 13 à plus de 15 millions. Selon toute apparence, on a « toléré » que se maintienne cette « souffrance et désespoir ». Certains objecteront qu'Obama a hérité d'une récession et qu'un accroissement de la pauvreté était inévitable. Mais la Grande Récession, bien que sévère, est derrière nous et ceux qui sont au sommet de l'échelle s'en sont très bien remis. Selon le professeur de l'université de Californie-Berkeley, Emmanuel Saez, les 1% les plus riches se sont accaparés 95% de la croissance des revenus dans la période de récupération 2009-2012, avec une augmentation de 31,4% de leurs revenus avant impôt ajustés de l'inflation. Dans la même période, le revenu avant impôt des 99 autres pourcents a crû de 0,4%. En 2012, les 10% de foyers les plus riches captaient 50,4% du revenu national, le plus haut niveau depuis 1917 [...]

3. UN MONDE SANS ARMES NUCLÉAIRES

Extrait de la plateforme démocrate de 2008: « L'Amérique œuvrera à un monde sans armes nucléaires et entreprendra dans ce sens des actions concrètes (...) Nous conserverons une dissuasion forte et fiable tant que les armes nucléaires existeront, mais l'Amérique sera plus sûre dans un monde qui réduira sa dépendance envers les armes nucléaires et finira par les éliminer. Un élément central de la politique des Etats-Unis sera d'éliminer les armes nucléaires dans le monde. »

Après que le démocrate Al Gore avait clamé en 2000 que « si vous ne faites pas attention, vous pouvez avoir une réduction du nombre des

missiles et un monde plus dangereux», ce programme démocrate de 2008 marquait un changement de direction bienvenu. Mais la (terrifiante) réalité est que la réduction des armes nucléaires a été freinée sous Barack Obama. Selon ce que rapporte le *New York Times*, les chiffres du Pentagone montrent que «l'administration en place a moins réduit les stocks nucléaires que tout autre présidence de l'après-guerre.»

Plutôt que de travailler à l'éradication des armes nucléaires, l'administration Obama a lancé un plan de «revitalisation atomique» pour moderniser l'arsenal nucléaire US, qui coûtera sur trois ans plus de mille milliards de dollars. Le coût est terrible au regard de l'augmentation de la pauvreté, mais le pire est peut-être le plan d'Obama visant à rendre les armes nucléaires plus précises, avec des effets moindres, ce qui pourrait rendre possible l'impensable à savoir l'utilisation réelle de ces armes de destruction massive.

4. UN MODE DE GOUVERNEMENT TRANSPARENT, RESPONSABLE ET ÉTHIQUE

Selon la plateforme, «l'administration de Barack Obama ouvrira les portes à la démocratie. Nous utiliserons la technologie pour rendre le gouvernement plus transparent, responsable et inclusif. Au lieu de faire obstacle à la mise en œuvre de la loi sur la liberté de l'information, nous demanderons aux agences de l'Etat de rendre publiques leurs principales actions ainsi que toute information significative, sauf raisons de sécurité (...) Nous défendrons les protections constitutionnelles et le contrôle judiciaire de tout programme de surveillance concernant des Américains. Nous reviendrons sur l'actuel programme d'écoutes sans mandat judiciaire. Nous rejetons les écoutes illégales d'Américains, où qu'ils vivent.»

La réalité est là aussi très différente. *ProPublica* écrit que selon des documents rendus publics par Edward Snowden, «l'administration Obama a étendu la surveillance sans mandat, par la NSA, du trafic internet international des Américains, pour rechercher des preuves d'intrusions électroniques délictueuses.» Après avoir été prise la main dans le sac, en aggravant les «écoutes illégales de citoyens américains» que la plateforme démocrate dénonçait quand George Bush en était le responsable, la Maison Blanche d'Obama a poursuivi les lanceurs d'alerte.



Obama et Hillary Clinton lors de la convention nationale démocrate de Philadelphie, en juillet 2016. DR.

Edward Snowden est toujours exilé, privé de passeport. L'appareil de surveillance de la NSA, qu'il a démasqué, continue de collecter les informations générées non seulement par les Américains mais par les gens partout dans le monde. Chelsea Manning croupit dans une prison militaire sous le coup d'une condamnation à 35 ans pour le crime d'avoir contribué à un «gouvernement transparent» en rendant publics les «rapports de guerre» en Irak et en Afghanistan, dont une vidéo montrant le massacre de civils et de journalistes lors d'une attaque aérienne à Bagdad [...]

BREF...

Il a été compliqué de trouver dans le programme de 2008 des promesses un peu inspirantes. Vus de près, les engagements étaient étonnamment maigres mais même ainsi, les résultats de ces demi-promesses n'ont débouché que sur peu de changements positifs – toujours accompagnés de reculs, davantage de compromis et de conséquences peu reluisantes.

Sur les droits des femmes, les Démocrates avaient promis et ont fait passer une loi permettant aux femmes d'engager des actions en justice contre des discriminations au travail. Mais ils ont échoué, même quand ils dominaient les deux chambres, à faire adopter une autre loi sur l'égalité au travail. Le salaire des femmes est égal en moyenne à 79% de celui des hommes ; ce sont quelques pourcents de plus depuis 2008, mais le même type de trajectoire est observé depuis la fin des années 1960.

Sur l'immigration, les engagements d'Obama étaient fort vagues après les immenses manifestations de 2006 et 2007 contre les lois républicaines visant à criminaliser 12 millions de sans-papiers. Rien d'autre que «nous nous attacherons à mener dans les prochaines années une ré-

forme de l'immigration rigoureuse, pragmatique et humaine». En fait, la politique fédérale d'immigration n'a été sous Obama que rigoureuse et pragmatique – en expulsant autant d'immigrés que possible [...] Vu par de nombreux défenseurs des droits des immigrés comme un «moindre mal», Barack Obama a expulsé davantage que son prédécesseur, le «plus grand mal» républicain George Bush.

Une absence notable dans le programme de 2008 était celle de tout engagement envers les gens de couleur ou les Afro-américains. Au-delà de quelques platitudes – et de la constatation que les Hispaniques et les Afro-américains étaient durement touchés par la crise du logement –, le principal engagement sur le plan des droits civiques était de «travailler à protéger pleinement et à renforcer le droit constitutionnel fondamental de tout vote américain.»

De façon ironique et tragique, la Cour suprême des Etats-Unis a vidé de sa substance, sous la présidence d'Obama, le Voting Rights Act [loi qui interdit les discriminations raciales dans le vote]. Si Obama n'en a pas été responsable (son administration était opposée à cette décision), Travis Smiley a souligné que «durant l'ère Obama, les Noirs ont perdu du terrain dans tous les principaux domaines économiques» [...]

Cela étant, il y également des engagements du document de 2008 qui ont été respectés. Ainsi de la promesse d'accroître l'effort de guerre en Afghanistan, ou de négocier durement avec l'Iran sur la réduction de son programme nucléaire. De même la police a-t-elle été équipée de moyens plus létaux, et Israël a été bien défendu avec le maintien des flux de l'aide US [...]

L'explication habituellement donnée par les Démocrates de leur échec à faire passer les quelques réformes progressistes contenues dans leur programme de 2008 est l'obstruction des Républicains. Mais Obama avait été élu avec ce que même les commentateurs traditionnellement hostiles reconnaissent comme un mandat. Ni ce mandat, ni le contrôle des deux chambres du Congrès n'ont produit le type de changement que les supporters d'Obama attendaient. □

¹ Extraits d'un article paru le 27 juillet sur le site de l'ISO (International Socialist Organization), <https://socialistworker.org/2016/07/27/the-party-platform-they-wont-stand-on>

« Faire l'Histoire » ou maintenir le statu quo ?

PAR ELIZABETH SCHULTE

Hillary Clinton affirme qu'elle fera l'Histoire en tant que première femme présidente, mais aucun autre candidat n'incarne une telle continuité avec le passé...¹

La droite républicaine lance régulièrement des attaques sexistes contre Clinton, et Trump ne fait pas exception [...] Mais s'opposer à ces insultes n'implique pas de croire que sa présidence serait une bonne chose pour la majorité des femmes, ou pour la majorité des gens qui travaillent. Au vu de son bilan, c'est même le contraire.

En siégeant au conseil d'administration de Walmart, rien de moins, elle a largement démontré son allégeance au grand capital. Elle a soutenu des politiques qui s'en prenaient spécifiquement aux travailleurs et aux pauvres, comme la Loi sur le crime de Bill Clinton (qui a permis l'incarcération en masse des Noirs) et le saccage des programmes sociaux. En tant que secrétaire d'Etat², elle a imposé la domination US à l'extérieur, en défendant la guerre secrète des drones au Yémen, au Pakistan et en Somalie, ainsi que la mortifère escalade de l'intervention en Afghanistan [...]

PETITES DIFFÉRENCES, GRANDES CONVERGENCES

Il y a bien sûr des différences entre Démocrates et Républicains, sinon les gens n'auraient pas de raisons de choisir les uns plutôt que les autres. Mais elles sont moindres que ce que ce qui les unit, en tant que serviteurs fidèles du capitalisme US. Et sous certains aspects, les Démocrates ont même mieux réussi que les Républicains à remplir leurs obligations envers Wall Street et les sociétés américaines.

Pendant sa présidence, Bill Clinton (qui est annoncé comme le futur « tsar économique » de la nouvelle administration) a soutenu et fait passer dans la loi plus de déréglementations financières que tout autre président [...] Sous l'administration Obama, Wall Street a fait des affaires en or pendant que la classe ouvrière voyait se creuser l'écart entre riches et pauvres. Les premiers sont sortis de la Grande Récession avec une part du gâteau accrue. En 2013, les 3% de familles les plus riches ont capté 30,5% du revenu national, contre 27,7% en 2010.

Le Parti démocrate sert fondamentalement

les intérêts du capital, non ceux de la majorité de la population dont il attend les voix. Et pourtant, tous les quatre ans, les différences entre les deux partis, pour minimes qu'elles soient sur certains sujets, sont exploitées pour gagner des voix et éviter les critiques. Il faudrait cette fois soutenir Hillary Clinton et suspendre toute critique jusqu'à ce que la menace Trump soit écartée.

Certains affirment que Clinton aurait « évolué » sur certains sujets – comme le mariage gay, auquel elle s'était opposée encore récemment, ou les politiques d'incarcération de masse qu'elle a critiquées pendant sa campagne après les avoir soutenues dans les années 1990 – et que ce serait une raison pour la soutenir. « *Hillary est bien sur les questions LGBT* », a ainsi soutenu l'éditorialiste Dan Savage : « *elle n'a pas toujours été bien sur le mariage gay, mais Barack Obama non plus (...)* Quand vous allez voir un politique en lui disant "s'il vous plaît, changez d'avis", lorsqu'il l'a fait vous ne passez pas le reste de votre vie à lui dire "Allez vous faire voir pour n'avoir pas changé avant", vous dites "Merci d'être passé du bon côté, nous sommes heureux de vous avoir avec nous" ».

Cet argument met à tort l'accent sur un changement d'avis personnel de Clinton, en sous-estimant ce qui l'a provoqué : les mobilisations et l'éveil politique qui ont fait tourner l'opinion publique sur le mariage pour tous et les droits LGBTQ. C'est pour cela qu'Obama et Clinton ont changé de ton.

La même chose vaut pour la conversion de Clinton à propos des lois de criminalisation des années 1990. Sans l'action des militants de Black Lives Matter, sans auparavant les années de mobilisation pour la justice et les droits des prisonniers, sans des gens tels que Michelle Alexander et son livre *The New Jim Crow*³, qui a exposé le racisme du système de justice criminelle, jamais Clinton n'aurait changé d'avis.

POUR FAIRE L'HISTOIRE, S'ORGANISER DE FAÇON INDÉPENDANTE

Ce ne sont pas là des exemples de pourquoi voter pour Hillary Clinton, mais des raisons de ne pas croire dans ces grands diri-

geants politiques et de s'organiser indépendamment des Démocrates. Clinton fanfaronne sur sa place dans l'Histoire, mais ce ne sont pas les Clinton de ce monde qui font réellement l'histoire. Les changements fondamentaux – tels que la journée de travail de huit heures, la fin de la ségrégation raciale ou l'égalité des droits au mariage – sont venus de l'organisation des travailleurs en faveur de ces exigences. Lorsque les enseignants ont fait grève en 2012 à Chicago, ils se sont affrontés à une vague néolibérale qui semblait inarrêtable, en exploitant la soif de résistance à un agenda de « réforme » scolaire qui détruisait les écoles publiques – et à son promoteur, le maire Emmanuel Rahm, qui avait déjà aidé à détruire les protections sociales et faire adopter les lois de criminalisation sous Bill Clinton.

Quelque 30 000 enseignants, avec à leurs côtés des dizaines de milliers de parents, d'élèves et de membres de la classe ouvrière de Chicago, ont alors imposé la fermeture des écoles. Le combat pour l'école publique est loin d'être terminé, mais cette grève a montré ce qu'il faut faire pour stopper le rouleau-compresseur néolibéral.

La pression s'exercera maintenant pour voter Hillary Clinton afin d'écartier Donald Trump. Mais voter pour Clinton, qui est clairement une représentante du statu quo, signifie non seulement rabaisser nos exigences mais aussi affaiblir notre camp. Le Parti démocrate n'œuvrera jamais en faveur des travailleurs. Il nous faut construire une alternative politique qui s'attaque aux profits des capitalistes et reconstruise le pouvoir de la classe ouvrière, pas des forces prêtes aux compromis et concessions. □

¹ Extraits d'un article publié le 29 juin sur le site de l'ISO, <https://socialistworker.org/2016/06/29/making-history-or-maintaining-the-status-quo>
² Ministre des affaires étrangères sous Obama, de 2009 à 2013.

³ « *The New Jim Crow: Mass Incarceration in the Age of Colorblindness* » a été publié aux Etats-Unis en 2010. Le terme de « lois Jim Crow » désigne les lois, fédérales ou des Etats du Sud, qui ont maintenu et renforcé la ségrégation raciale, de l'après-Guerre de Sécession jusqu'à 1965.

LE PLAN ÉCONOMIQUE D'HILLARY CLINTON

Avec elle, l'Amérique restera sans « grandeur » pour les travailleurs

PAR ELIZABETH SCHULTE

Hillary Clinton a dévoilé son « nouveau » plan économique à grand renfort de tambours et trompettes. Mais ce plan ressemble terriblement au vieux programme de quelqu'un d'autre...¹

Elle prend visiblement plaisir à tirer sur le programme économique de Donald Trump, qui prétend rendre à l'Amérique sa « grandeur », en le décrivant comme une version extrême de la théorie faillie des Républicains dite du « ruissellement »².

Le plan de Trump serait bien sûr un désastre pour les travailleurs – et une nouvelle aubaine pour les riches, avec l'abolition de l'impôt sur les successions et de nouvelles exemptions fiscales pour les plus nantis. Mais le programme économique d'Hillary n'est ni nouveau, ni favorable aux travailleurs. Il ressemble beaucoup aux politiques de la présidence de Bill Clinton (1993-2000) et, quand bien même Hillary dénonce l'échec des politiques républicaines recyclées par Trump, la vérité est que les « Clintonomics » ont repris beaucoup de propositions des Républicains.

Les baisses d'impôt ciblées pour les entreprises, la réduction des « tracasseries administratives » et l'élimination de régulations économiques ont été des marques de fabrique de l'ère Clinton, en rupture avec l'image d'un parti attaché à l'Etat-providence. Et quoi qu'elle en dise dans sa campagne, une nouvelle administration Clinton aura peu à offrir en matière de politiques améliorant la situation de la classe ouvrière [...]

« LIBÉRER LES CAPACITÉS DU SECTEUR PRIVÉ » ?

A l'occasion de sa « tournée pour l'emploi », la candidate s'est adressée aux journalistes lors de sa visite à l'usine Futuramic de Detroit, qui fabrique les nez des avions de combat F-35. Ce choix d'un fabricant de pièces détachées pour l'armée envoie déjà un message quant à ce que seront ses priorités. Mais au-delà, Clinton a un message à faire passer à ses partisans au sein des conseils d'administration [...] : notre plan consiste en grande partie à libérer les capacités du secteur privé afin de créer plus d'emplois avec de meil-

leurs salaires, en créant une banque d'investissement capable d'attirer des fonds privés en complément de nos investissements publics; 25 milliards de fonds gouvernementaux peuvent débloquer au total plus de 250 milliards et faire vraiment décoller les plans d'investissement dans le pays... Que penser de ces bonnes paroles ?

En premier lieu, Barack Obama avait déjà promis en 2008 la création d'une banque d'investissement – des fonds fédéraux pour

reculer devant rien pour faire obstacle aux propositions législatives des Démocrates; deuxièmement, que même quand ces derniers y étaient majoritaires, dans les deux premières années de la présidence Obama, les Démocrates n'ont mené aucun combat pour appliquer leur engagement.

Hillary peut donc promettre la lune sans se sentir liée en rien. Ainsi que Doug Henwood, auteur de *My Turn: Hillary Clinton Targets the Presidency* (« C'est mon tour. Hillary Clinton



Hillary Clinton dit qu'elle « bâtira sur la base des succès économiques d'Obama ». La « classe moyenne » (en fait, aux Etats-Unis, la fraction de la classe ouvrière disposant d'un salaire qui lui permet de vivre un peu décemment), sur les épaules de la laquelle elle est juchée, appelle « à l'aide ». Le dessin, paru dans le Wall Street Journal, est de droite – mais il ne reflète pas moins, à sa façon, une réalité. DR.

reconstruire les infrastructures telles les ponts, le système des transports, les digues... Il s'était engagé sur un montant différent – 60 milliards pour créer deux millions d'emplois –, mais peu importe puisque cette proposition ne s'est jamais concrétisée. Alors, quand Hillary Clinton fait la même promesse, nous devrions nous rappeler deux choses à propos du bilan de son ancien patron: premièrement, que lorsque les Républicains ont contrôlé le Congrès, ils n'ont

visé la présidence», l'a dit dans une interview à *Real News*, « je doute fort que quelque chose sorte de toutes ces propositions. Pendant les primaires, les gens se demandaient à propos des propositions de Sanders: comment les ferait-il passer au Congrès? Je me pose la même question pour Hillary, mais on ne la lui pose pas



avec la même fréquence et intensité.»

Quant à cette idée de «libérer les capacités du secteur privé», elle n'est pas non plus nouvelle. Les «Nouveaux» Démocrates, avec à leur tête Bill Clinton, avaient défendu cette ligne il y a des décennies. Sous Clinton, le vice-président Al Gore avait été en charge du «Partenariat national pour réinventer le gouvernement», qui avait élaboré des «réformes» signifiant en fait une réduction des dépenses publiques et l'adoption des solutions préconisées par les marchés, notamment les privatisations. La «réinvention» de l'Administration de la sécurité et de la santé au travail s'était traduite par un sabrage des fonds destinés à prévenir les accidents et maladies du travail, au profit d'un «partenariat» dans lequel les directions d'entreprise étaient censées s'autoréguler.

Tout cela n'est donc pas nouveau, et n'a pas non plus été très favorable aux travailleurs [...] Entre 1992 et 2000, le soutien public à l'éducation a diminué de 24%, celui à la recherche de 19%, les indemnités de chômage de 18% et les budgets des transports de 10%, selon Robert Polling dans *The Nation*. Les thèses néolibérales des Nouveaux Démocrates étaient basées sur l'idée que leur parti ne devait pas chercher à juguler, mais au contraire à accroître, l'influence des milieux d'affaires sur tous les aspects de la vie sociale. Quand Hillary Clinton parle des emplois à créer aux Etats-Unis, elle se préoccupe de savoir ce que le gouvernement pourrait donner aux grandes entreprises pour qu'elles aillent dans ce sens, sans aucune garantie que ces dernières le fassent effectivement. C'est ainsi qu'elle se vante de sa proposition de dépenser 10 milliards pour des partenariats «Faites-le en Amérique» – une tentative chauvine de soudoyer des multinationales basées aux Etats-Unis pour qu'elles y fabriquent.

Elle propose également un nouveau crédit d'impôt pour les sociétés adoptant un plan d'intéressement de leurs salariés, en l'appelant «un code fiscal plus progressiste, plus patriotique, qui priorise les emplois américains». Selon Hillary, un tel projet «intéresse chacun aux résultats de l'entreprise, peut stimuler la productivité et faire entrer directement de l'argent dans la poche des salariés, c'est du gagnant-gagnant.» En d'autres termes, Clinton veut encourager la «coopération» entre travailleurs et patrons, en conditionnant les salaires aux résultats de l'entreprise [...]

Clinton propose des crédits d'impôt pour les entreprises qui accepteront de prendre des

apprentis, autrement dit de leur donner de l'argent pour embaucher de jeunes travailleurs à bas coût. Elle annonce également des initiatives nationales pour «réduire les trasseries administratives» et faciliter l'accès au crédit des petits entrepreneurs. Ce n'est pas un plan pour créer des emplois, mais des incitations supposées encourager les patrons à créer des emplois. Cela sonne comme une variation des thèses républicaines du «ruissellement», que la candidate critique dans sa campagne.

Pour les travailleurs, Hillary Clinton propose plus d'éducation et de formation professionnelle. Afin de réduire le poids des prêts étudiants, elle ne propose pas des remises de dette mais de rendre «plus facile le refinancement et le remboursement, afin que vous n'ayez pas à payer plus que vous ne pouvez.» Mais si vous êtes à l'université et décidez de devenir un entrepreneur, là, Clinton pourrait vous accorder la remise de vos prêts étudiants!

LES CONCEPTIONS DE LONGUE DATE DES DÉMOCRATES À LA CLINTON

Mais si Hillary Clinton recycle beaucoup des politiques qu'elle avait soutenues sous l'administration Clinton-Gore, ce doit être que celles-ci avaient bien fonctionné? Pour le monde des affaires, les années Clinton s'étaient passées au mieux. Comme l'a écrit Lance Selfa, auteur de *Democrats: A Critical History*, «du point de vue de Wall Street, les huit années de Clinton ont été un succès retentissant (...) L'inflation est tombée à des niveaux insignifiants et en mai 2000, le chômage a atteint son plus bas depuis 30 ans, à 3,9%. Entre 1992 et 1997, les profits des entreprises ont augmenté en moyenne de 15% par an. Les Etats-Unis se sont clairement affirmés comme la première économie mondiale.»

Selfa note que des emplois ont été créés sous l'administration Clinton, mais que la majorité d'entre eux étaient mal payés. La moitié était rémunérée à moins de 7 dollars de l'heure, et beaucoup de salariés voulant travailler à plein temps ne trouvaient que des emplois à temps partiel. Les travailleurs encaissèrent d'autres coups lorsque le boom de l'ère Clinton entra en faillite au début des années 2000, puis avec la Grande Récession de 2008. Ils avaient plus que jamais besoin de services sociaux mais ceux-ci, «réinventés» sous l'administration Clinton, avaient disparu.

Encore une fois, peut-être ne faut-il pas trop se préoccuper des propositions d'Hillary Clinton – qui ne figure pas en tête de liste des politiques susceptibles de tenir leurs promesses. Ainsi du Partenariat trans-pacifique (TPP), auquel en tant que candidate elle a promis de s'opposer. Non seulement elle l'avait claire-

ment soutenu dans le passé mais l'un de ses principaux lieutenants, Terry McAuliffe, a assuré lors de la Convention démocrate qu'elle ferait volte-face une fois installées dans le bureau ovale. Cela ne serait pas surprenant, le TPP étant en harmonie avec les conceptions de longue date des Démocrates à la Clinton, comme l'avait été l'Accord de libre-échange nord-américain (entré en vigueur en 1994).

Autre exemple, quand Clinton parle de créer des emplois verts, on doit se rappeler qu'en tant que secrétaire d'Etat, elle avait fait la promotion dans le monde entier de la fracturation hydraulique, aux conséquences environnementales catastrophiques.

Clinton dit également soutenir les syndicats: ce n'est pas très compliqué à faire dans une campagne électorale, surtout quand les directions syndicales vous soutiennent et que les grands patrons savent que ce ne sont que des mots. Sur le papier, Clinton soutient l'Employee Free Choice Act (EFCA)³, qui contraindrait un patron à reconnaître un syndicat dès lors qu'une majorité de salariés déclarerait vouloir le rejoindre. Mais elle n'en parle pas vraiment, et il ne faut pas s'attendre à ce que cela change une fois qu'elle sera installée à la Maison Blanche. Pendant sa campagne de 2008, Barack Obama avait promis que l'adoption de l'EFCA serait une de ses priorités, mais il n'a rien fait même avec l'écrasante majorité de Démocrates dont il disposait au Congrès dans ses deux premières années de mandat. Ajoutons que dans le plan économique de Clinton, on ne trouve pas la plus élémentaire défense de mesures de protection sociale – parce qu'elle n'y est pas favorable.

Après une primaire démocrate pendant laquelle Bernie Sanders a mis en lumière les inégalités croissantes de revenus et défendu un retour aux dites valeurs du Parti démocrate, le programme économique d'Hillary Clinton semble pratiquement insensible à ces débats. Clinton n'avait qu'une hâte, tourner la page Sanders pour pouvoir se concentrer sur Trump. C'est un résultat inévitable de l'impasse des politiques de moindre mal – quand une Démocrate qui se positionne un tout petit peu à gauche d'un Parti républicain toujours plus à droite peut être qualifiée d'«amie du monde du travail» parce qu'elle n'est pas aussi mauvaise que le «plus grand mal». □

¹ Article publié le 18 août sur le site de l'ISO, <https://socialistworker.org/2016/08/18/shell-keep-america-not-so-great-for-workers>

² «Trickle-down economics», une thèse libérale selon laquelle la richesse des plus riches a des répercussions positives sur l'économie et l'ensemble de la société.

³ Projet de Loi sur le libre choix des salariés, qui amènerait le droit du travail en facilitant la formation de syndicats et la négociation collective.

Trump ou le populisme de droite, une tradition américaine

PAR BILL CRANE

La victoire dans la primaire républicaine du milliardaire égomane, sexiste et raciste, magnat du bâtiment et star de la télé-réalité, a constitué un choc y compris pour les sphères dirigeantes du parti qu'il représentera à l'élection présidentielle. Comment l'expliquer et qu'y a-t-il vraiment derrière le « phénomène Trump » ?¹

Tump vient d'une tradition politique américaine, celle du populisme de droite qui s'est toujours combiné au racisme et aux positions xénophobes envers les migrants (et fondamentalement, dans le contexte états-

[président des Etats-Unis de 1829 à 1837], qui avait construit sa carrière en combinant l'hostilité envers une supposée aristocratie représentée par le Parti whig [la droite libérale de l'époque] et la First Bank des Etats-Unis, avec un engage-

pagnes de Pat Buchanan aux primaires républicaines dans les années 1990, cette tradition n'a jamais été très éloignée du courant politique dominant. Le Tea Party et Donald Trump ne sont que les expressions les plus récentes d'un courant présent de longue date dans la politique américaine.

[...] En tant qu'idéologie, ce populisme de droite est incohérent, mais il repose sur deux constantes majeures. La première est le racisme, dirigé le plus souvent dans la dernière période contre deux groupes, les immigrés sans-papiers d'Amérique latine et, depuis le 11 septembre, les communautés arabes et/ou musulmanes. La seconde est l'anti-élitisme : l'« élite », plutôt que la classe capitaliste ou la classe politique, est constituée des classes supérieures et moyennes libérales² qui sont perçues comme exerçant le gouvernement, comme celles qui ont « trahi » les citoyens ordinaires (hommes et femmes blancs) en favorisant l'immigration de populations hostiles qui représentent des menaces, réelles ou potentielles, pour la nation [...]

Tant que Trump continue à débiter ses absurdités sectaires sur les Mexicains et les réfugiés musulmans, il dispose donc d'un large espace pour expliquer comment les politiques de libre-échange des administrations républicaines et démocrates successives ont coulé l'Amérique. En temps de crise économique, le ressentiment envers les élites qui ont laissé détruire les bastions de l'industrie



Deux invités « de marque » – et visiblement heureux... – au mariage de Donald Trump, en 2005 à Palm Beach (Floride), DR.

nien, envers les Noirs), sur fond de sentiment anti-élites.

Il n'est pas surprenant que les Etats-Unis, une nation fondée sur l'asservissement des Noirs et la violente dépossession des Indiens d'Amérique, voient fréquemment émerger des sentiments racistes en politique. Mais le pays a également été fondé comme une république, c'est-à-dire une communauté qui a consacré les droits et libertés politiques d'un certain groupe de gens, à savoir les hommes blancs. Le racisme peut ainsi se croiser aisément avec des appels anti-élitistes ou démocratiques radicaux. Ce type de politique est en fait attesté depuis les campagnes d'Andrew Jackson

ment à poursuivre les expropriations de terres indiennes [...] La tradition de droite populiste s'est perpétuée avec les Know-Nothings, ou Parti américain, dont la politique était basée sur l'hostilité envers les immigrés, particulièrement catholiques romains, et les élites politiques accusées de vendre le pays de l'homme blanc à des étrangers loyaux envers le Pape. Des flambées de violence contre l'immigration chinoise dans les années 1890 et 1920 aux vagues successives du Ku Klux Klan dans le Sud, en passant par les anticommunistes de la John Birch Society et la campagne présidentielle du ségrégationniste George Wallace en 1968, sans oublier les cam-



lourde en signant l'ALENA [Accord de libre-échange nord-américain] peut pousser vers la droite comme vers la gauche. En l'absence d'un véritable mouvement ouvrier et de gauche aux Etats-Unis, le plus probable est que son expression politique se fasse à droite – en accompagnant et en renforçant le racisme envers les Mexicains, les Arabes, les Chinois et d'autres groupes.

TOURNER LES SENTIMENTS RACISTES CONTRE L'ÉTABLISSEMENT RÉPUBLICAIN

Trump n'est donc pas un fasciste, pas plus que ses partisans ne représentent un mouvement du type des chemises noires de Mussolini ou des sections d'assaut de Hitler. Mis à part les tentatives faillées de construire une milice appelée *Lion Guard*³ afin de défendre les meetings de Trump face aux protestataires, ainsi que l'intervention ouverte de quelques groupes d'extrême droite et néofascistes, il semble juste de dire que la campagne de Trump n'est pas celle d'un mouvement fasciste, constitué ou naissant. La gauche américaine n'a ni à tomber dans l'hystérie à ce propos, ni à s'interdire de comprendre cette campagne comme la radicalisation d'un véritable courant raciste et xénophobe.

Ces dernières années, Trump a exploité la montée des idées de droite radicale, qui se sont exprimées dans le *Birther Movement*⁴ ou la campagne raciste pour un mur de séparation avec le Mexique. Dans un sens, il s'agit d'une excroissance des politiques républicaines traditionnelles. Depuis 2000, les représentants de ce parti ont, pour se faire élire, encouragé l'immigrant bashing. Cela a été particulièrement le cas depuis 2008, quand ils ont recouru au racisme suite à leur incapacité à offrir une alternative à la gestion compétente, par Obama, du néolibéralisme US. Les anciens rivaux de Trump tels que Marco Rubio, Jeb Bush ou John Kasich ne sont pas vraiment en situation, vu ce qu'ils ont fait eux-mêmes, d'accuser Trump de fascisme ou d'attiser particulièrement le racisme.

De l'autre côté, Trump incarne une vraie césure vis-à-vis des politiques républicaines traditionnelles, dans la mesure où il s'est servi des idées racistes radicales pour retourner une fraction significative de l'électorat contre l'établissement républicain lui-même. Que le courant républicain majoritaire ait pavé

la voie de Trump ne signifie pas qu'il n'y ait pas entre eux des différences substantielles. Ainsi que Todd Chrétien l'a écrit, « la direction républicaine a construit un monstre de Frankenstein afin de disposer d'une base populaire qui soutienne son agenda de classe dirigeante (...) Maintenant, Trump s'en prend à l'établissement républicain pour exploiter toute cette haine au profit de sa candidature. » Tout comme les dirigeants républicains ont pavé la voie de Trump, ce dernier pourrait bien, avec son fanatisme sectaire et son mépris envers l'établissement, paver la voie d'un courant, de groupes ou d'un mouvement encore plus à droite.

S'il est peu probable que cela prenne la forme d'un fascisme classique – en grande partie parce que la crise économique et politique n'est pas assez rude, ni la classe ouvrière assez rebelle pour convaincre la classe dirigeante de la nécessité de méthodes dictatoriales –, un tel mouvement pourrait prospérer en Amérique sur les conditions qui y ont toujours été présentes : le racisme à l'encontre des Noirs et des immigrés de toute couleur.

La base sociale de Trump a bien quelque chose de commun avec celle du fascisme classique. Le candidat républicain parle à une classe moyenne désespérée par la crise économique, et en profite pour faire des immigrés latinos et des réfugiés musulmans des boucs-émissaires, dans une croisade contre les « élites » qui leur auraient vendu le pays. Trotsky a écrit que ces gens comprenaient la « poussière d'humanité » de l'armée d'Hitler, les « fonctionnaires, employés, commerçants, artisans, paysans, toutes les couches intermédiaires et douteuses », ainsi que les travailleurs les plus arriérés et les chômeurs auxquels Hitler offrait l'illusion de devenir une force politique indépendante.

Il faut bien sûr noter qu'il y a parmi les supporters de Trump un « noyau dur » comme des secteurs moins consolidés, dont de nombreux travailleurs désespérés par la crise et qui se sentent (à tort) revigorés par son mépris ouvert de l'élite dirigeante. Les anticapitalistes peuvent et doivent nouer un dialogue avec ces derniers, en critiquant sans concessions les préjugés sectaires et la vacuité des solutions de Trump. Cela peut et doit inclure la mobilisation la plus large de gens de couleur radicalisés, de jeunes, de partisans de Bernie Sanders et d'autres pour s'affronter et tenter d'empêcher, chaque fois que possible, ses

manifestations de campagne [...]

TRUMP ET LA COURSE PRÉSIDENTIELLE

Quelles sont les possibilités que Trump gagne ces élections ? Sa victoire dans les primaires, qui a été un véritable choc pour les établissements républicain comme démocrate, ainsi d'ailleurs que pour de nombreux anticapitalistes, doit nous prévenir contre les dangers de pronostics catégoriques. Néanmoins, les élections aux Etats-Unis étant une opération assez contrôlée, une victoire de sa part reste très improbable.

Dans un sens, cela provient de son statut de star de la télé-réalité et de candidat typiquement postmoderne. Le temps qu'il a passé sous les projecteurs joue contre lui – beaucoup de gens ne parviennent pas à le prendre au sérieux et ses taux



Le 11 mars 2016 à Chicago, une grande mobilisation de la gauche radicale, des mouvements sociaux et de partisans de Sanders a imposé l'annulation du meeting de Trump. DR.

d'opinions favorables sont parmi les plus bas observés dans des campagnes présidentielles. Le mois dernier, seuls 24 % des électeurs avaient de lui une opinion positive, contre 57 % d'opinions négatives – une proportion qui augmente parmi les minorités et les femmes (qui en ont une opinion négative à 70 %), directement visées par ses déclarations racistes et sexistes exacerbées.

Si Trump a entrepris des démarches afin de se réconcilier avec l'établissement républicain, sa mégalomanie légendaire limitera certainement sa capacité à devenir pour celui-ci un candidat acceptable [...] Comme Charlie Post l'a écrit il y a quelques mois sur le site du *Jacobin*, malgré son propre statut de membre de la classe dirigeante, Trump ne représente aucun secteur de la classe capitaliste US. Le milliardaire du secteur de

l'énergie Charles Koch, qui avec son frère David s'est distingué en finançant toutes les causes réactionnaires possibles et imaginables, à déclaré à la presse qu'il est « possible » de considérer Hillary Clinton comme un meilleur choix que Trump [...] La mégalomanie et l'opportunisme de Trump sur des questions telles que le libre-échange, qui a largement profité à la classe dirigeante, ou l'immigration, où elle a fait preuve d'un pragmatisme délibéré, signifient qu'une administration Trump serait pour cette classe potentiellement désastreuse. Il y a pourtant cette crise de la politique établie, en particulier celle du Parti républicain, qui fait que c'est devenu une possibilité. Nous sommes peut-être en train d'assister à un tournant politique aux Etats-Unis, qui verrait les



Républicains cesser d'être les représentants les plus traditionnels et enthousiastes du capital US.

Son adversaire, Hillary Clinton, étant presque aussi impopulaire que lui, Trump dispose d'un petit espace pour gagner. Dant ses décennies de vie politique, Clinton a démontré être aussi sujette aux affaires et scandales que son mari [...] Trump pourrait en profiter dans les mois précédant novembre, mais une victoire dépendrait beaucoup de sa capacité à asséner le bon coup au bon moment.

Une présidence Trump, vu ses rapports antagoniques avec les représentants républicains au Congrès, pourrait bien s'avérer une affaire désastreuse, qui discréditerait durablement le Parti républicain aux yeux de la classe dirigeante et de tous les autres. Ce qui ne veut pas dire

qu'elle ne serait pas porteuse de vraies menaces. Cela encouragerait la droite revancharde et attiserait les attaques contre les hispaniques, les musulmans et les noirs.

On ne peut cependant pas considérer Trump comme la menace existentielle que dépeignent des secteurs de la gauche libérale. Les cris émanant des courants dominants, selon lesquels Trump serait un fasciste, servent aujourd'hui un but politique précis : s'assurer que le réformisme officiel aux Etats-Unis, incluant le mouvement syndical, des organisations de femmes et de Noirs, et aussi des éléments de gauche radicale qui ont surgi dans la campagne Sanders, se rallie à Clinton après les primaires.

Une probable présidence Clinton représente un danger bien plus grand qu'une improbable administration Trump. Lorsqu'il décrit les Mexicains comme des violeurs, celui-ci scandalise à juste titre les foules de gauche et libérales. Mais au cours de ces huit dernières années, ont été expulsés plus de 2,5 millions d'immigrés sans-papiers, venus principalement du Mexique et d'Amérique centrale. Et cela ne s'est pas produit avec la droite républicaine, mais sous le libéral Barack Obama qui pourrait avoir expulsé, à la fin de son second mandat, plus d'immigrés que tous les autres présidents ensemble depuis 1892.

La menace que représente Clinton se manifeste sous d'autres aspects. Elle s'est fait un point d'honneur, devant le Comité des affaires publiques américano-israéliennes, de réaffirmer la relation particulière des Etats-Unis avec Israël et de dénoncer comme antisémites la campagne BDS et toute solidarité avec la Palestine. Il y a peu à s'interroger sur ce qui attend sous son règne les musulmans, les arabes et les militants de gauche qui se solidariseront avec eux.

En dépeignant son opposant républicain comme porteur d'un danger immédiat de fascisme et de guerre, le candidat démocrate a toujours pu compter sur les forces du réformisme officiel, ainsi que sur de nombreux membres de la gauche radicale. Mais le fait est que dans l'histoire des Etats-Unis, les présidents démocrates ont lancé beaucoup plus de guerres que leurs alter egos républicains [...]

CONTRE LES « POLITIQUES DE MOINDRE MAL »

Tous les quatre ans, on nous affirme que « cette élection est la plus impor-

tante de notre histoire ». Avec cette fois pour opposant un mégalomane tel que Trump, les sergents-recruteurs démocrates se lèchent les babines. Comme Alan Maas et Elizabeth Schulte l'ont dit dans une interview à RS21, il y a dans la gauche et plus généralement le spectre politique américain une longue tradition de « politiques de moindre mal ». A chaque élection, nous sommes appelés à soutenir en tant que moindre mal le candidat démocrate qui, même s'il est exécutable, serait plus sensible à la pression des mouvements sociaux, expulserait moins d'immigrés qu'un président républicain et lancerait moins d'interventions militaires.

Ainsi, le candidat démocrate a toujours pu considérer comme acquises les voix des libéraux dissidents, des forces réformistes, des opprimés et de nombreux militants de gauche. Il peut alors se tourner vers la droite – ce que Bill Clinton a breveté comme la « triangulation » – afin de rechercher un soi-disant juste milieu et, une fois installé au pouvoir, en trouver un avec de plus en plus de Républicains racistes, misogynes et ouvertement haineux. Quand la gauche fait le choix de soutenir le moindre mal, elle finit souvent par se trouver confrontée à de grands maux beaucoup plus nombreux.

Les élections de 2016 se distinguent du fait de l'ascension non seulement de Trump, mais aussi de Bernie Sanders qui, par-delà nos grandes différences avec lui, a pour la première fois dans l'histoire récente canalisé un courant populaire favorable à une réforme économique et un changement social, dans la société capitaliste développée qui est peut-être la plus inégalitaire et antidémocratique. L'avenir du phénomène Sanders est incertain, mais il montre le potentiel qui existe pour des politiques allant au-delà de Trump et Clinton. □

1 Nous reproduisons ici la plus grande partie d'un article paru le 6 juin 2016 sur le site britannique RS21 (Socialisme révolutionnaire du 21e siècle), <https://rs21.org.uk/2016/06/06/the-rise-of-donald-trump-anti-politics-and-the-left/>

2 « Liberal » a aux Etats-Unis le sens de progressiste.

3 « Garde du roi Lion » selon le titre directement emprunté à cette série télévisuelle d'animation, produite par Disney. Mais le lion a aussi – depuis Mussolini – sa place dans l'imagerie fasciste.

4 Mouvement qui a prétendu qu'Obama n'est pas réellement américain, en contestant notamment son certificat de naissance (« birther » vient du substantif « birth », naissance), et qu'il n'aurait donc pas dû pouvoir se présenter à l'élection présidentielle.

Où ira maintenant le mouvement pour Sanders ?

PAR DAN LA BOTZ

Après le ralliement de Bernie Sanders à Hillary Clinton, une question cruciale est de savoir ce qu'il adviendra du mouvement de masse qui l'avait soutenu et porté.¹

Depuis maintenant un an, la candidature présidentielle de Bernie Sanders a représenté l'espoir de million de gens aux Etats-Unis, dégoûtés par le rôle politique des banques et des grandes entreprises, en colère contre les inégalités croissantes au sein de la société, ulcérés par l'injustice raciale dans le pays et opposés à une politique étrangère basée sur les interventions militaires. Dans tout le pays, ils et elles se sont ralliés aux slogans de Sanders appelant à combattre la « *classe des milliardaires* » et à faire une « *révolution politique* ». Reprenant les exigences et faisant sien l'esprit d'Occupy Wall Street, puis de Black Lives Matter, la campagne Sanders a été un mouvement radical et populaire sans précédent, rejetant Wall Street et Washington et revendiquant un futur plus démocratique, égalitaire et pacifique. Sanders s'est présenté comme un socialiste démocrate défendant un programme de réformes économiques et sociales : un salaire minimum plus élevé, une éducation publique gratuite, le droit à la santé pour tous, la reconstruction des infrastructures du pays, un élargissement du système de sécurité sociale, la fin d'un système judiciaire raciste et violent, l'opposition aux ingérences extérieures et interventions militaires visant à renverser des régimes. Il a recueilli 200 millions de dollars à travers des contributions individuelles de 27 dollars en moyenne, gagné des millions de voix, recueilli le soutien de trois syndicats majeurs (postiers, travailleurs des télécommunications et infirmières), ainsi que de 12 000 syndicalistes individuels organisés dans le regroupement *Labor for Bernie*. Candidat le plus âgé, il a gagné le soutien du

plus grand nombre de jeunes de toutes les races et genres.

HILLARY CLINTON CANDIDATE

Les élections primaires du Parti démocrate semblent maintenant effectivement terminées, seule celle de Washington, D.C., restant à tenir. Hillary Clinton a remporté 2219 délégués, contre 1832 à Bernie Sanders. En termes de voix, le vote en faveur de Clinton a été plus important, Sanders ayant obtenu de meilleurs résultats dans les caucus², où moins de gens participent au vote. Outre les délégués élus, il y avait 719 « super-délégués », nommés par le Comité national du Parti démocrate, la Chambre des représentants, le Sénat, les gouverneurs des Etats et certains dirigeants du parti. Barack Obama et Elizabeth Warren [sénatrice du Massachusetts et l'une des chefs de file de l'aile « progressiste » du parti], qui avaient refusé de soutenir un candidat dans la primaire, se sont maintenant engagés en faveur de Clinton.

Le 9 juin, Bernie Sanders a rencontré Barack Obama, lui promettant à cette occasion d'œuvrer à battre Donald Trump. Il a déclaré à la presse qu'il « *attend[ait] de rencontrer [Clinton] dans un futur proche pour voir comment nous pouvons travailler ensemble afin de battre Donald Trump et créer un gouvernement qui nous représente tous, et pas seulement les 1%.* » Peu après Obama, qui était resté neutre pendant le processus des primaires, a officiellement apporté son soutien à Hillary Clinton. Le 12 juin, Sanders refusait pourtant d'admettre sa défaite et de se rallier à Clinton, en affirmant que « *nous porterons notre campagne à la convention en sachant pertinemment, car nous connaissons comme vous l'arithmétique, que*

nous avons obtenu le plus grand nombre de voix jusqu'à présent. » Mais le 15 juin, il rencontra Clinton dans ce que l'un et l'autre ont décrit comme « *une réunion positive* », en laissant entendre que s'il continuerait son combat à la convention, il avait abandonné l'espoir de convaincre la majorité des délégués et d'être nommé candidat.

LES PARTISANS DE SANDERS EN QUÊTE DE FUTUR

Sanders peut plier devant l'inévitable, mais beaucoup de ses supporters sont moins enclins à le faire. Le processus électoral – avec une bonne part des fonds de campagne de Clinton apportés par de grandes entreprises, avec des médias dominants qui modélaient l'interprétation des événements, et avec des structures telles que le système des super-délégués, qui laissait dès le début entrevoir le résultat final – a exaspéré nombre de partisans de Sanders. Le 6 juin, un jour sans élections primaires, l'Associated Press déclarait Clinton vainqueur après que 20 super-délégués eurent pris position en sa faveur. Cela se produisait juste avant les primaires de Californie, où le vote Sanders a pu en être sérieusement affecté.

Sanders s'est engagé à se battre dans la convention démocrate des 25 au 28 juillet à Philadelphie, afin de peser sur les réglementations internes du parti et sur sa plateforme. Outre les quelque 2000 délégués pro-Sanders qui seront à l'intérieur, des dizaines de milliers de ses partisans sont attendus à l'extérieur, d'où ils tenteront d'influer sur les événements. Peu de choses pourraient toutefois influencer réellement le Parti démocrate, sa candidate et la campagne qui culmi-

nera dans l'élection du 8 novembre. La convention pourrait en principe changer la règle des super-délégués, même si c'est peu probable et que dans tous les cas le changement ne deviendrait effectif qu'en 2020. Quant à la plateforme, ce n'est pas beaucoup plus qu'un bout de papier. La plateforme du Parti démocrate, habituellement très vague et générale, est censée représenter les positions de la convention et être soumise aux électeurs. Mais les candidats à la présidence, comme ceux qui le sont à d'autres postes électifs, ne sont pas liés à cette plateforme pendant leur campagne, et n'ont pas non plus l'obligation de l'appliquer s'ils sont élus. Il faut s'attendre à ce que Hillary Clinton, qui a une longue histoire politique comme « première dame », puis sénateur puis secrétaire d'Etat, et un bilan reconnu en tant que représentante de l'établissement économique et politique, ignore cette plateforme et poursuive simplement les objectifs de Wall Street et de Washington.

Peoples Action, 350.org, les Democratic Socialists of America (DSA)³ et d'autres organisations. S'il donnera une photographie de certains des secteurs les mieux organisés parmi les partisans de Sanders, le Peoples Summit apparaît plus comme une conférence de discussion que comme une convention qui prendrait des décisions, et ce qui pourrait en sortir au niveau organisationnel et politique n'est pas clair, même si des réseaux importants en seront certainement renforcés.

Certains des supporters de Sanders prévoient de soutenir localement des candidats progressistes, tels que Debbie Medina, une socialiste qui se présente au sénat pour l'Etat de New York. Sanders a lui-même publié une liste de candidats progressistes qu'il soutient et pour lesquels il rassemble des fonds. Il reste à voir si ses partisans jugeront ces candidats capables de porter leurs idéaux.

Des partisans de Sanders sont déjà devenus des renégats du Parti démocrate.

tiennent Clinton pour battre Donald Trump. Un Trump dont la rhétorique raciste et misogyne, ainsi que le flirt avec des groupes néonazis, amènent nombre de libéraux et gens de gauche à le caractériser comme fasciste. Le cri sera : Hillary Clinton et la démocratie, ou Trump et le fascisme. Et même si un vote pour Clinton ne sera pas un vote pour la démocratie mais pour le néolibéralisme, l'austérité et le militarisme, beaucoup auront du mal à résister, de façon bien compréhensible puisqu'aucun de nous à gauche ne voulons non plus de Trump.

Que les partisans de Sanders se tournent vers Stein ou qu'ils votent pour Clinton afin de battre Trump, les mobilisations sont devenues trop importantes et trop radicales pour pouvoir être totalement contenues dans le cadre du Parti démocrate. Certains continueront à travailler en son sein, mais en recherchant des candidats plus radicaux, qui se déclarent socialistes au sein du Parti démocrate, ainsi qu'en travaillant quand ils le pourront en faveur de socialistes indépendants. D'autres, devenus des socialistes convaincus (quelle que soit la signification qu'ils accordent à ce terme), partiront et chercheront à construire une alternative à gauche.

Ces nouveaux groupes radicalisés, qui ne se satisfont plus du Parti démocrate et aspirent à construire des alternatives, représentent aujourd'hui l'avenir des politiques de gauche aux Etats-Unis. Les prochains pas pourraient être réalisés dans la rue, et pas seulement dans des protestations contre les conventions démocrate ou républicaine : dans le cadre de prochains Occupy et Black Lives Matter, parce que l'une des choses que nous avons assurément apprises, c'est que ce sont les mobilisations de rue et les piquets de grève qui peuvent déplacer le paysage politique vers la gauche. □



Le fait que Bernie Sanders ait fini par se rallier à Hillary Clinton, qu'il dénonçait pourtant comme la candidate du système, a déçu nombre de ses partisans. DR.

DÉGOÛT ET RECHERCHE D'ALTERNATIVES

Beaucoup des partisans de Sanders, qui ont gagné en expérience pendant cette campagne, ressentent un profond dégoût envers le Parti démocrate et Hillary Clinton. Plusieurs milliers d'entre eux sont attendus au Sommet du peuple, du 17 au 19 juin à Chicago, dans une assemblée appelée par le syndicat national des infirmières,

Dans certains endroits, à une échelle limitée mais significative, ils commencent à se rapprocher du Parti vert pour soutenir Jill Stein, sa candidate à la présidence des Etats-Unis. Stein, dont le programme est à gauche de celui de Sanders, pourrait prendre des voix au Parti démocrate, même si la pression sera très forte, sur tous les Démocrates et principalement sur les partisans de Sanders, afin qu'ils sou-

¹ Cet article est paru le 15 juin, quand la désignation comme candidate d'Hillary Clinton n'était encore qu'officiuse, sur le site de la revue *New Politics*, <http://newpol.org/content/where-will-sanders-movement-go-now>. Co-éditeur de cette publication indépendante et pluraliste de la gauche radicale, Dan La Botz est un responsable de l'organisation *Solidarity*.

² Deux types de primaires étaient organisées selon les Etats : soit un vote individuel et secret selon les procédures habituelles dans les scrutins électoraux, soit un vote intervenant après débat entre les participants à des réunions (les dits « caucus »).

³ DSA : une des principales organisations réformistes aux Etats-Unis, qui travaille au sein du Parti démocrate et dont Bernie Sanders est adhérent – sans en être un responsable.

Jill Stein, nouveau général de l'armée de Sanders

PAR DAN LA BOTZ

Trois jours durant, les soldats blessés et défaits de l'armée de Bernie Sanders, fatigués et déçus mais toujours remplis d'idéaux et d'espoir, ont manifesté aux abords du centre des congrès de Philadelphia, tandis qu'à l'intérieur, de nombreux délégués de Sanders huaient Hillary Clinton chaque fois que son nom était prononcé...¹

Bien qu'ils aient perdu une bataille dans leur combat pour une révolution politique, les soldats de Sanders pensaient, espéraient, rêvaient qu'ils pouvaient encore remporter la guerre. A l'intérieur de la convention, le parti faisait pression pour qu'ils retournent leur veste, tandis qu'à l'extérieur ils étaient largement ignorés par les médias [...]

Des femmes telles que Deb et Dana, rencontrées dans un tram, étaient venues d'aussi loin que l'Etat de Washington [nord de la côte pacifique], simplement pour protester contre le traitement réservé à leur candidat, leur héros. La divulgation par WikiLeaks des mails de la présidente du parti, Debbie Wasserman Schultz, prouvant qu'elle avait œuvré au sabotage de la campagne de Sanders, confirmait leurs suspicions et les rendait furieuses.

Deux jeunes hommes du Texas m'ont dit qu'ils ne voteraient en aucun cas pour Hillary Clinton, qui représente tout ce qu'ils détestent dans le Parti démocrate.

Des milliers d'autres, s'identifiant avec Occupy, le mouvement environnemental et Black Lives Matter, ont participé à une série de manifestations sous une température de 35°C. Après la dispersion, ils se répandaient dans le centre-ville, comme de petites bandes de maraudeurs mettant en joue les troupes de Clinton. Ils avaient fait de Sanders leur champion, et pour certains celui-ci l'était encore, mais ils ne le suivraient pas dans son ralliement à Hillary. Leur exiger cela était comme demander à un soldat de l'Union de revêtir l'uniforme de la Confédération: cela violait à la fois leur sens de la loyauté à une cause et leurs idéaux. Même si le général était rentré à la maison, son armée continuerait à marcher. Mais où irait-elle?

Des rassemblements de gauche se sont ef-

forcés de trouver une réponse. Des vétérans d'Occupy avaient convoqué une Convention du Peuple, mais seuls quelques centaines de personnes ont participé aux courtes réunions où, avec trop peu de temps pour une discussion adéquate, ils ont adopté des propositions d'amendements progressistes à la Constitution des Etats-Unis.

Plusieurs organisations socialistes s'étaient rassemblées pour créer une Convergence so-

ti démocrate. La foule n'était pas en attente de critiques, mais de dirigeant-e-s pour poursuivre la révolution politique – et elle en trouvé une.

La candidate à la présidence du Parti vert s'est levée pour prendre la parole, en déclarant «*je trouve le bilan et la politique d'Hillary Clinton tous aussi atterrants que [les propositions de] Donald Trump*». La salle a explosé en applaudissements.

«*Je suis d'accord avec beaucoup d'entre vous, la plupart d'entre vous, l'intimidation ne devrait pas nous faire renoncer à nos positions. Nous pouvons changer le système électoral. Pourquoi resteriez-vous enfermés dans un système qui nous fait voter contre ce dont nous avons peur, plutôt que pour ce en quoi nous croyons?*»

Dans l'un des discours les plus forts que je l'ai entendue prononcer, Jill Stein a appelé les participants à construire un mouvement politique indépendant et à le faire à travers sa campagne. Elle a ensuite présenté la plateforme de son parti, pas très différente de celle de Sanders. Les 700 personnes présentes au meeting l'ont

ovationnée debout tout au long de son discours.

700, ce n'est certes pas énorme. Mais pensez aux 500 militants de Black Lives Matter qui se sont rendus à Ferguson, Missouri, en solidarité avec Michael Brown et sont ensuite rentrés dans leurs villes et localités pour construire le mouvement qui a mobilisé des centaines de milliers de participants.

L'armée de Bernie s'est remise en marche. Après avoir arraché des manches de son uniforme l'âne démocrate², elle s'est trouvée un nouveau général: Jill Stein. □



Du côté des partisans de Sanders pendant la convention démocrate de Philadelphia. Sur les pancartes: «Bernie ou ça pète» (à côté de «Bernie ou Jill, mais jamais Hill[ary]»). Le slogan fait référence à celui des colons qui traversaient le continent pour atteindre la terre promise: «To California or Bust», nous atteindrons la Californie ou mourrons en chemin.

cialiste, qui a tenu pendant deux jours des ateliers intéressants sur des sujets tels que le féminisme et le racisme, auxquels ont participé pour l'essentiel des militants des groupes organisateurs. Les vétérans de l'armée idéaliste de Sanders ne se sont pas beaucoup montrés, dans aucun de ces deux rassemblements [...]

Et soudain, le dernier soir de la Convergence socialiste, les choses ont changé. La salle s'est remplie avec l'arrivée de centaines de soldats de Sanders, dont deux douzaines de délégués à la convention démocrate [...]

Lev Hirschhorn, un travailleur et militant de quartier de Philadelphie, partisan de Bernie, a été hué quand il a appelé à soutenir Hillary en tant que moindre mal et à mener un combat de longue haleine au sein du Par-

¹ Article publié le 28 juillet sur le site de la revue New Politics (<http://newpol.org/content/bernie-s-army-idealists-find-new-general-jill-stein>), sous le titre «L'armée des idéalistes de Bernie trouve en Jill Stein un nouveau général».

² L'âne est l'emblème des Démocrates, tandis que l'éléphant est celui des Républicains.

IL Y A 50 ANS

La « Grande révolution culturelle prolétarienne »

PAR VIRGINIA DE LA SIEGA

La Grande révolution culturelle prolétarienne (nom maoïste officiel de ce qui a été connu ensuite sous le terme simplifié de Révolution culturelle) est l'un des événements les plus controversés de l'histoire contemporaine de la Chine. A l'époque, peu de voix s'élevaient pour condamner les calamités engendrées par Mao Zedong afin de reprendre le contrôle du Parti communiste chinois (PCC) et de l'Etat.

A gauche, des staliniens ayant perdu leurs illusions envers l'URSS y découvraient une nouvelle source de foi dans le « socialisme », des mouvements chrétiens y voyaient la possibilité d'adhérer à un « communisme moral », tandis que des secteurs trotskystes estimaient être en présence d'une « révolution dans la révolution ». Ce n'est qu'après la mort de Mao, en 1976, que toute l'étendue du désastre a commencé à être connue. Les conséquences de cette « catastrophe » – selon le mot employé par Deng Xiaoping en 1981 – continuent cependant de hanter la hiérarchie du PCC, au point que le 16 mai dernier, celle-ci a interdit aux médias de faire référence au cinquantenaire de la Révolution culturelle.

UNE LUTTE FRACTIONNELLE SOURDE ET ANCIENNE

Après la défaite de la révolution ouvrière de 1925-27, une lutte fractionnelle s'était engagée au sein du PCC entre deux secteurs : celui qui menait un travail politique dans la clandestinité – d'abord sous la dictature du Kuomintang de Tchang Kai-shek, puis sous l'occupation japonaise – et celui qui menait la guerre de guérilla. Liu Shaoqi était le principal dirigeant du premier et Mao Zedong du second. A partir de la prise du pouvoir, en 1949, les divergences tactiques se sont approfondies sur des questions de politique tant nationale qu'internationale. Fin 1957, bien que les résultats du premier plan quinquennal eussent été étonnamment bons sur le plan du développement général comme de la

production industrielle, les erreurs et déficiences de la collectivisation commencèrent à se traduire par une diminution des récoltes. S'y ajoutait le fait que la RPC (République populaire de Chine) devait à ce moment commencer à rembourser les prêts que l'URSS lui avait accordés.

C'est alors que Mao déclara que puisque « 90 % de la population approuve le socialisme », il fallait déclencher la mobilisation révolutionnaire des masses pour initier la marche vers le communisme. Sous le slogan « davantage, plus vite, mieux et à moindre coût », son secteur imposa au comité central la politique du « Grand Bond en avant ».

En utilisant les structures de base (syndicats, organisations de femmes, d'étudiants, etc.) à travers lesquelles il exerçait un contrôle absolu sur la population, le PCC imposa la stratégie maoïste dite du « marcher sur ses deux jambes ». Tandis que les populations rurales se voyaient assigner le rôle de développer au prix de grands efforts tout le potentiel de la campagne, les grandes entreprises devaient produire massivement pour l'exportation, dans l'idée que cela rapporterait des devises qui pourraient être ensuite réinvesties dans l'industrie.

La collectivisation forcée, dont l'inefficacité avait été démontrée au cours des cinq années précédentes, fut étendue et approfondie. Les pires délires de Staline se trouvèrent dépassés lorsqu'on en vint à confisquer aux paysans non seulement leurs petites parcelles individuelles mais aussi leurs maisons, leurs animaux, leurs outils. Tous durent

s'intégrer à des « coopératives » ou « communes », où ils étaient censés être rémunérés selon un système combinant des critères socialistes (à chacun selon son travail) et communistes (à chacun selon ses besoins).

650 millions de paysans furent enrôlés dans cet effort surhumain, qui déboucha sur un échec catastrophique. Selon les sources, de 18 à 30 millions de Chinois sont morts dans la « Grande famine » provoquée par la collectivisation forcée. Acculés par la faim, les paysans se rebellèrent en fuyant leurs communes et en attaquant les entrepôts d'Etat. Une grave crise se produisit au sein de l'Armée populaire de libération (APL), dont les troupes provenaient majoritairement de la campagne, lorsqu'elle fut envoyée pour les réprimer.

Face à la catastrophe, deux tendances s'affrontèrent au comité central : celle de Liu Shaoqi et Deng Xiaoping, soutenue par l'appareil central et celle de Mao, appuyée sur l'armée. Battu, Mao fut contraint de démissionner de toutes ses responsabilités, ne conservant que la présidence du parti et celle de la Commission militaire centrale. Liu Shaoqi, élevé à la présidence de la RPC, s'empara du pouvoir en alliance avec Zhou Enlai (premier ministre) et Deng Xiaoping (secrétaire général du PCC). Ils firent marche arrière en supprimant les communes et en permettant aux paysans de récupérer leurs parcelles, maisons, outils et animaux. Sur le plan



idéologique, ils annulèrent la déclaration selon laquelle la Chine entrait dans le communisme.

Il n'était cependant pas question que les membres du comité central, ou Mao lui-même, assument leurs responsabilités. Soucieux de protéger leurs arrières, les dirigeants de l'Etat firent porter la responsabilité du désastre aux dirigeants régionaux et locaux, en les accusant d'avoir outrepassé leurs fonctions. Une vague d'arrestations et d'exécutions frappa les cadres qui avaient dirigé sur le terrain le Grand Bond en avant.

ANNÉES 1960 : L'IMPÉRIALISME US ET LE RÔLE DE L'URSS

Vers le milieu des années soixante, sous la direction de Liu Shaoqi et de Deng Xiaoping, le pays récupérait lentement du Grand Bond en avant. Le processus aurait été moins lent et douloureux si ne s'était pas produite à ce moment la rupture entre la Chine et l'URSS. Les raisons en étaient le processus de déstalinisation initié par Khrouchtchev, ainsi que le lancement de sa politique de coexistence pacifique avec l'impérialisme occidental. Ces deux orientations conduisirent Mao à l'accuser de « révisionnisme ». A cet antagonisme politique s'ajoutaient les rapports du ministère des affaires étrangères, qui comptabilisa près de mille incidents, provoqués par l'URSS entre juillet 1960 et décembre 1965, le long de la frontière sino-soviétique où les concentrations de troupes soviétiques se faisaient de plus en plus menaçantes.

Au même moment, le président Johnson développait son escalade militaire contre le Nord-Vietnam. Des bombardements massifs sur des zones proches de la frontière sino-vietnamienne amenèrent le gouvernement de Pékin à envisager la possibilité d'une invasion impérialiste. Le sentiment s'installa alors, dans le parti comme au sein de la population, qu'une guerre avec les deux grandes puissances mondiales pouvait être imminente.

La lutte entre les deux fractions reprit. Liu Shaoqi proposa d'entrer en guerre au Vietnam contre les Etats-Unis, aux côtés du Nord-Vietnam ; et pour cela, de trouver d'abord un accord avec l'URSS. Mao, à qui Johnson avait déjà fait savoir qu'il n'avait aucune intention d'envahir

la Chine, s'appuya sur le maréchal Lin Biao, l'armée et la bureaucratie de Shanghai pour s'opposer à la guerre et affirmer que la nécessité la plus pressante était au contraire de liquider les « révisionnistes », intérieurs comme extérieurs.

LE MOUVEMENT D'ÉDUCATION SOCIALISTE

Ecarté de la direction exécutive après la catastrophe du Grand Bond en avant, Mao n'avait cessé de comploter pour revenir au pouvoir. Fin 1964, il lança le Mouvement d'éducation socialiste. Ce mouvement se basait sur l'accusation, lancée par le parti envers le système éducatif, selon laquelle ce dernier favorisait les jeunes des villes au détriment des pauvres des campagnes, avec pour résultat de développer des tendances bourgeoises et technocratiques qui ouvraient la voie à la restauration capitaliste. Mais l'objectif politique de cette campagne était autre : il s'agissait d'inciter les paysans pauvres à s'attaquer aux cadres régionaux puis, au-delà, à s'en prendre à l'appareil central du parti.

L'appareil réagit en ôtant à Mao la direction du mouvement, qui fut confiée à un « Groupe des cinq » nommé par Liu Shaoqi. Mao se retira à Shanghai et disparut de la vie publique, tout en continuant à conspirer. L'appareil organisa alors des équipes de militants et de cadres afin de se rendre dans les universités pour y lancer « la révolution dans la révolution ». L'objectif annoncé était de contrôler la pureté idéologique des enseignants et de leurs étudiants.

En septembre 1965, les maoïstes lancèrent une violente attaque contre Wu Han, historien et vice-maire de Pékin qui, des années plus tôt, avait écrit une œuvre satirique dirigée contre Mao. Au-delà, c'était bien sûr ses amis et protecteurs, Liu Shaoqi et Deng Xiaoping, qui étaient visés. La campagne s'élargit ensuite en s'attaquant à d'autres intellectuels connus.

Le 16 mai 1966, les partisans de Mao, organisés dans le « Groupe révolution culturelle », remportèrent la majorité au bureau politique du PCC, qui approuva la « Circulaire sur la Grande révolution culturelle prolétarienne » ou « Directive du 16 mai ». Ce document annulait le « plan du compte rendu sur le débat académique actuel, établi par le Groupe des cinq chargé de la révolution culturelle », approuvé et mis en circulation le 12 février 1966 »¹, en

le déclarant contraire à la ligne définie par le CC et par Mao. Le « Groupe des cinq » fut défenestré, accusé de trahison. En juillet, Liu Shaoqi et Deng Xiaoping furent à leur tour exclus de la direction du parti, dont Lin Biao devint le vice-président.

Encouragés par la Directive du 16 mai, les premiers dazibaos² apparurent, critiquant ceux qui se refusaient à « modifier leurs attitudes ». Le 8 août, le comité central vota les « 16 points » et la « Campagne contre les quatre vieilleries » – les vieilles idées, la vieille culture, les vieilles coutumes, les vieilles habitudes –, qui allaient fournir la base idéologique de la Révolution culturelle. Le 12 août, Mao reprit la présidence du parti. La Grande révolution culturelle prolétarienne était engagée.

En 1966, un rassemblement de gardes rouges sur la place Tiananmen. DR.



LA JEUNESSE ET LES GARDES ROUGES

Mao appela à fermer les établissements scolaires et universitaires pour que les jeunes, organisés comme « gardes rouges », puissent faire la révolution. « Sous forme de dazibaos et de grands débats, par une large et libre expression d'opinions, par une dénonciation complète et par une critique à fond, ils ont lancé une offensive résolue contre les représentants de la bourgeoisie, que ceux-ci agissent à découvert ou qu'ils soient dissimulés. »³

De la mi-août à la fin décembre 1966, de 11 à 13 millions de jeunes, incités par Mao, s'entassèrent dans des trains pour Pékin afin lui prêter allégeance. 50 millions d'autres parcouraient le pays en brandissant le « petit livre rouge » de

citations de Mao afin de « partager leurs expériences »... tous frais payés par l'Etat. Le système des transports connu alors une crise majeure, affectant la distribution des marchandises et des aliments dans tout le pays, jusqu'aux armes destinées au Nord-Vietnam.

Dans le même temps, la lutte contre les quatre vieilles faisait des ravages. Les gardes rouges détruisaient sur leur passage les œuvres d'art, les livres, les musées, les temples, tout ce qui représentait la culture chinoise classique. Les enseignants, les artistes, les intellectuels étaient persécutés, torturés, emprisonnés, leurs peintures, livres et meubles expropriés et détruits. Shakespeare, Beethoven et Balzac devinrent des exemples de dégénérescence bourgeoise. Et si les seules choses qui méritaient



taient d'être apprises se trouvaient dans les champs et dans les usines, pourquoi avoir encore des écoles et des universités ? Il fallait les fermer toutes. Les appareils régionaux tentèrent de se défendre en organisant leurs propres gardes rouges pour les opposer à ceux des maoïstes. Des organisations de base du PCC lancèrent les paysans contre les étudiants. On assista au début d'une bataille rangée de tous contre tous, dans laquelle différents groupes se massacraient les uns les autres pour décider de qui était le plus orthodoxe partisan de Mao.

Vers la fin 1966, avec l'extension de la lutte à la campagne et aux usines, le Grand Timonier se rendit compte que la

situation lui échappait. En janvier 1967, il ordonna à l'armée d'intervenir en appliquant la stratégie de la « triple alliance » entre les masses révolutionnaires, l'armée et les vieux cadres révolutionnaires, tous unis contre les traîtres. L'intervention militaire divisa l'armée entre ceux qui étaient loyaux envers Mao et ceux qui l'étaient envers les appareils central et régionaux.

Les gardes rouges cessèrent alors d'être les principaux porte-parole de la pensée de Mao, un rôle dans lequel ils furent remplacés par l'armée.

L'ENTRÉE EN SCÈNE DU MOUVEMENT OUVRIER

A la mi-septembre 1966 se produisit un événement inattendu : l'irruption du mouvement ouvrier de Shanghai. En utilisant la rhétorique maoïste, les travailleurs s'organisèrent comme les gardes rouges pour exiger des améliorations de leur situation, qui était véritablement calamiteuse. Craignant d'être accusés de contre-révolutionnaires, les fonctionnaires responsables accédèrent rapidement aux revendications. Le sommet de la mobilisation ouvrière fut atteint en décembre 1966. Le 26 de ce mois fut formé le « Corps de rébellion générale des ouvriers de toute la Chine ». Les travailleurs occupèrent le ministère du Travail et, félicités par Jiang Qing⁴, exigèrent la dissolution du syndicat officiel, la Fédération nationale des syndicats de toute la Chine.

Les dockers de Shanghai se mirent en grève à leur tour. A nouveau, les responsables acceptèrent très vite de satisfaire les revendications. Encouragés par cette victoire facile, les travailleurs haussèrent le niveau de leurs demandes, mais les responsables mirent alors fin au dialogue. Le port de Shanghai fut paralysé. La grève eut un effet boule de neige. Les ports de Qingdao, Tianjin et Dairen s'y joignirent immédiatement. Le commerce extérieur s'en trouva entravé. Les responsables du parti envoyèrent la marine et l'armée de terre casser la grève à Shanghai et dans d'autres villes.

Le 30 décembre, ce sont les cheminots de Shanghai qui entrèrent en grève pour de meilleures conditions de travail. Si la grève portuaire avait freiné le commerce extérieur, celle des chemins de fer affectait tout le pays. Les responsables firent tout type de concessions. Les travailleurs suivirent l'exemple des gardes rouges, en montant dans les

trains pour aller présenter leurs doléances au Grand Timonier.

Les paysans profitèrent du chaos ambiant pour s'attaquer aux dépôts de grains de l'Etat, s'emparer des fonds communaux, refuser de livrer leurs récoltes aux prix fixés par l'Etat et abandonner les champs collectifs pour se concentrer sur leurs parcelles.

Le premier ministre Zhou Enlai – qui n'avait pris position pour aucun des deux camps de la bureaucratie, mais protégeait autant qu'il le pouvait l'aile de l'appareil central – accusa les ouvriers et les paysans d'être des éléments bourgeois réactionnaires. Les propagandistes maoïstes appelèrent à ne plus faire de concessions matérielles aux ouvriers, celles-ci étant des « balles empoisonnées » qui tuaient l'austère et véritable esprit prolétarien.

Le 9 janvier 1967, Mao annonça que l'APL interviendrait militairement dans les usines, que les grévistes seraient jugés pour sabotage et les agitateurs fusillés. Le mouvement ouvrier, qui était entré en scène pour la première fois depuis sa défaite historique de 1926, abandonna la partie. Certains de ses secteurs se joignirent même à l'armée pour combattre les gardes rouges maoïstes. Il faudra attendre 1989 et l'occupation de la place Tiananmen pour que les travailleurs se mettent à nouveau en action de façon indépendante ; mais pour pouvoir alors prendre leur place dans cette mobilisation, ils durent surmonter les traces de la méfiance profonde que cette ancienne alliance avaient laissées dans le mouvement étudiant.

UN COUP D'ETAT MILITAIRE-BUREAUCRATIQUE POUR EN FINIR AVEC LE CHAOS

L'appareil central du parti continuait d'opposer à Mao une résistance acharnée. En juillet 1967, celui-ci appela le peuple à prendre les armes pour défendre la Grande révolution culturelle prolétarienne. Les gardes rouges attaquèrent des dépôts de l'APL et de la police, et même des convois acheminant des armes au Nord-Vietnam. La paysannerie se lança dans des soulèvements armés dans les provinces du Shandong et du Henan. Au Sichuan, un demi-million de paysans se révoltèrent en liquidant les communes et en pillant les magasins et les dépôts de grains.



Le chaos régnait dans le pays. La bureaucratie administrative avait été détruite, et le PCC se trouvait au bord de la disparition. Le comité central du parti avait été décimé : des 93 membres titulaires qui le composaient un an plus tôt, il n'en restait plus que 36. Les bureaux régionaux n'avaient plus d'existence. Des 28 chefs provinciaux d'avant le début de la Révolution culturelle, seuls cinq étaient encore en place. Les organisations de base du PCC étaient en miettes. La seule institution restée intacte était l'Armée populaire de libération. A la demande de Mao, elle assumait des fonctions administratives et exerçait son contrôle sur les comités révolutionnaires dans les régions. Mais les heurts entre l'APL, les gardes rouges et les paysans se firent de plus en plus violents. En août 1967, devant l'ampleur du désastre, Mao Zedong et Zhou Enlai conclurent un accord. Pour éviter à Mao de devoir assumer ses responsabilités, ce sont les gardes rouges qui allaient payer les pots cassés. Le 5 septembre, Jian Qing prononça un discours dans lequel elle défendait l'appareil central du parti et accusait les gardes rouges d'être des ultragauchistes, des réactionnaires, des agents des Etats-Unis et des révisionnistes russes. En décembre 1967, l'armée fut autorisée à tirer contre ceux qui résistaient au changement de ligne.

En juillet 1968, Mao dit aux organisations de jeunesse qu'elles l'avaient trompé, lui ainsi que les ouvriers, les paysans et les militaires de Chine, et leur ordonna de partir à la campagne pour apprendre de la paysannerie. C'était le début de l'exil interne qui allait déplacer manu militari entre 16 et 20 millions d'étudiants, d'intellectuels et de professionnels qualifiés. Le même mois vit la réouverture des établissements scolaires et universitaires.

Le 12^e plénum du 8^e comité central du PCC, réuni du 13 au 31 octobre 1968, expulsa Liu Shaoqi du parti⁵. Le 12^e congrès (1^{er} au 24 avril 1969) formalisa le bonapartisme militaire au sein de la direction : 45% des membres du 9^e comité central (contre 27% précédemment) et 55% de ceux du bureau politique appartenaient désormais à l'APL. Deux tiers des cadres de l'ancien comité central avaient disparu de la scène.

DE LA VAGUE DE RÉPRESSION À LA MORT DE MAO

De 1968 à 1970, le peuple chinois a vécu sous contrôle militaire. Les exécutions se sont multipliées, au point que le million de morts a été largement dépassé. Près de 20 millions de personnes ont été condamnées à un exil interne. Xi Jinping, l'actuel secrétaire général du PCC et président de la RPC, avait 15 ans lorsque son père, un collaborateur de Mao tombé en disgrâce, a été emprisonné. Xi a passé les six années suivantes de sa vie dans une ferme communale de l'intérieur de la Chine, dans le cadre de sa «rééducation révolutionnaire». L'envoi des anciens gardes rouges, ainsi que de nombreux intellectuels et professionnels qualifiés, dans des camps de rééducation situés dans la campagne profonde a eu des conséquences tragiques. Certains se sont suicidés. D'autres ont organisé des groupes de guérilla rurale, qui attaquaient des villages pour se procurer de la nourriture, avant d'être éliminés par l'armée. D'autres encore ont tenté de regagner les villes et y ont subi le sort des migrants internes d'aujourd'hui : sans passeport interne, ils ont vécu une vie de privations en marge de la société.

La jeunesse a payé le prix fort. Une génération qui a cru au «*détruire pour construire*» maoïste a vu nombre de ses membres tomber sous les balles de l'APL ou s'étioler dans les camps de concentration. Ceux qui ont pu demeurer dans les villes ont été marginalisés et, sans possibilité de rattraper les années d'étude perdues, ont perdu tout espoir dans le futur. Les jeunes qui sont parvenus à s'adapter à l'exil interne ont cependant joué parfois un rôle positif au sein des communautés paysannes, en apportant des connaissances nécessaires à l'amélioration du niveau de vie des populations rurales des zones les plus retirées du pays. Mais ces mêmes populations ont également souffert du chaos déclenché par Mao. On estime qu'à la fin des années 1970, comme conséquence des dévastations provoquées par la Révolution culturelle, quelque 100 millions de Chinois survivaient encore à la limite de la famine.

La situation générale a malgré tout commencé à s'améliorer au début des années 1970. Les écoles primaires et secondaires, les universités fonction-

naient à nouveau, en suivant les mêmes programmes que Mao avaient décriés précédemment. De nombreux enseignants et professionnels exilés à la campagne étaient réhabilités et avaient retrouvé leurs fonctions.

Peu à peu, avec la réinstallation d'anciens cadres, l'appareil du parti s'est également recomposé. Zhou Enlai réhabilita Deng Xiaoping et en fit son héritier au poste de premier ministre. De plus en plus affaibli physiquement, Mao ne prenait que peu de décisions. Zhou en profita pour lancer son offensive diplomatique en direction de l'occident, concrétisée par la visite en Chine de Nixon et le début de l'ouverture au monde.

Les années ayant précédé la mort de Mao ont été en général instables, marquées par les intrigues liées à sa succession. Un nouvel affrontement inter-bureaucratique s'est enclenché, opposant la «gauche» représentée par Jian Qing et la Bande des quatre au secteur dirigé par Zhou Enlai. Mao est mort le 9 septembre 1976. Jian Qing et la Bande des quatre ont ensuite été arrêtés, avec des centaines de leurs partisans. Cela a signifié la fin de la fraction «maoïste».



Aux temps de l'entente cordiale, avant le Grand Bond en avant : de gauche à droite, (le maréchal et dirigeant) Zhu De, Zhou Enlai, Mao Zedong et Liu Shaoqi. DR.

LA RÉVOLUTION CULTURELLE ET LE PCC AUJOURD'HUI

Ce 16 mai, la presse chinoise n'a fait aucune mention du cinquantenaire de la Révolution culturelle. C'est le lendemain que le *Quotidien du peuple*, organe officiel du PCC, et le *Global Times*, un tabloïd contrôlé par l'Etat, ont publié des éditoriaux revenant sur cet événement.

Intitulé « *Apprendre des leçons de l'Histoire pour mieux aller de l'avant* », l'éditorial du *Quotidien du peuple* affirme que « *L'Histoire a démontré que la Révolution culturelle était radicalement erronée tant dans la théorie que dans la pratique* »⁶; rappelant la « *Résolution sur certaines questions de l'histoire de notre parti* »⁷, il appelle à oublier le passé pour se tourner vers l'avenir.

Le *Global Times* condamne la « *décennie de calamités* » ouverte le 16 mai 1966, mais signale qu'elle a laissé des enseignements positifs : « *ces dernières années, beaucoup de pays en développement ont connu des conflits civils, mais pas la Chine. Une raison importante en est les leçons apprises de la Révolution culturelle, qui ont apporté à la nation une certaine immunité. Personne plus que nous ne craint les troubles et n'aspire à la stabilité* »⁸.

La question est de savoir pourquoi, cinquante ans après, le spectre de la Révolution culturelle continue de hanter les dirigeants du PCC. Comparé aux dizaines de millions de morts du Grand Bond en avant et de la Grande famine, son million et demi de fusillés et autres tués revêt presque un caractère « banal ». Pour quelle raison les



dirigeants du PCC (dont son chef actuel, Xi Jinping, une des victimes de la Révolution culturelle) ne voient-ils aucun intérêt à ce que le peuple chinois connaisse la vérité des faits et du rôle de Mao ?

Essentiellement, parce que serait alors mis en évidence le fait que les calamités engendrées par la Grande révolution culturelle prolétarienne ont été les conséquences d'une lutte pour

le pouvoir entre deux fractions de la bureaucratie gouvernante, dont les divergences de fond étaient d'ordre tactique.

QU'A ÉTÉ VRAIMENT LA RÉVOLUTION CULTURELLE ?

Si ce processus a suscité tant d'illusions, en particulier au sein de la nouvelle gauche qui surgissait à l'échelle internationale, c'est aussi parce qu'il s'est inséré dans la vague mondiale de radicalisation et de révolte qui parcourait la jeunesse, annonçant elle-même une grande montée des luttes ouvrières et populaires. Le drame, dans le cas chinois, a été que les aspirations de millions de jeunes ont été instrumentalisées et déviées au profit d'une fraction d'un appareil bureaucratique qui se réclamait frauduleusement du socialisme et du communisme.

Une autre caractéristique de la Révolution culturelle est d'avoir ouvert la porte aux revendications et luttes des classes exploitées et opprimées. Sans direction ni conscience des objectifs plus généraux qu'elles impliquaient, ces luttes n'ont cependant jamais pu s'émanciper de la tutelle du PCC, restant dépendantes des affrontements internes à son appareil.

Ses dirigeants étaient à l'inverse bien conscients de leurs intérêts, étroitement liés à leur pouvoir politique. C'est pourquoi, dès qu'ils comprirent que le chaos ambiant menaçait de détruire le parti et l'Etat, Zhou Enlai et Mao Zedong firent prévaloir leurs accords stratégiques. Pour sauver le parti il fallait sauver Mao, et donc faire des gardes rouges des boucs-émissaires.

Après la mort de Mao, suivie de la dé faite infligée au secteur maoïste, Deng Xiaoping et sa fraction (pour l'essentiel celle de Zhou, décédé de mort naturelle en janvier 1976) eurent les mains libres pour mener la politique économique qui allait développer les rapports capitalistes et transformer la Chine en une très grande puissance. Rétrospectivement, les souffrances que le peuple chinois a subies depuis l'époque du Grand Bond en avant apparaissent ainsi comme le prix payé pour une accumulation primitive « nécessaire » à la formation d'un Etat capitaliste fort et cohérent, désormais parvenu au second rang de la hiérarchie mondiale.

Tant que le PCC restera au pouvoir, il n'y aura pas officiellement de « démaoïsation ». La raison en est que la personne de Mao résume et condense, à la fois, la victoire de la révolution de 1949 et la création de l'Etat prétendument « communiste » dont l'Etat actuel est directement issu. Comme Deng Xiaoping l'avait affirmé en 1981, « *discrediter le camarade Mao, c'est discrediter le parti et l'Etat* »⁹.

Mais ce qui terrorise par-dessus tout les sommets du PCC, c'est la force et la capacité de pouvoir que les masses ont montrées durant la Révolution culturelle. C'est l'une des raisons pour lesquelles, en 1989, le parti a recouru à l'APL pour écraser le mouvement de la place Tiananmen, dès lors que le mouvement ouvrier avait commencé à s'organiser de façon indépendante et à s'installer dans la mobilisation aux côtés des étudiants.

Depuis 50 ans, l'appareil du PCC vit dans la peur du jour où les ouvriers, les paysans et les étudiants utiliseront une violence similaire à la sienne, non pour s'affronter mutuellement au profit de secteurs bureaucratiques mais pour défendre leurs propres intérêts. Parce qu'il sait qu'alors, plus rien de l'existant ne tiendra. □

1 Circulaire du Comité Central du Parti communiste chinois, <https://www.marxists.org/francais/general/lin-biao/works/1966/05/16.htm>

2 Dazibao : une affiche rédigée par un citoyen, traitant d'un sujet politique ou moral, et placardée pour être lue par le public.

3 Décision du Comité central sur la Grande Révolution culturelle prolétarienne adoptée le 8 août 1966 (dite Décision en seize articles), <http://www.centremlm.be/Decision-du-Comite-central-sur-la-Grande-Revolution-culturelle-proletarienne>

4 Quatrième épouse de Mao Zedong, Jiang Qing a été membre du comité central du PCC et de la « Bande des quatre », à laquelle la responsabilité de la catastrophe de la Révolution culturelle a été imputée. Emprisonnée un mois après la mort de Mao, condamnée en 1983 à la prison à perpétuité, Jiang Qing s'est suicidée dans sa cellule en 1991.

5 Arrêté en 1967, victime de mauvais traitements et privés de soins, Liu Shaoqi est mort en prison en novembre 1969.

6 « 'Move forward' from Cultural Revolution, party tells China ». *The Guardian Weekly*, 20/05/2016.

7 Cette résolution du comité central publiée en 1981 affirmait que Mao avait « lancé et dirigé » la Révolution culturelle, que celle-ci s'est avérée être une « grave erreur », mais que la responsabilité des désastres incombait à Lin Biao, Jiang Qing et d'autres qui avaient agi dans le dos du Grand Timonier. Très proche de ce dernier, Lin Biao avait été à ce titre l'auteur de la compilation de citations du « Petit livre rouge ». Mao l'a fait exécuter en 1971, lorsqu'il a craint qu'il ne veuille lui ravir le pouvoir.

8 <http://www.economist.com/news/china/21698701-china-still-denial-about-its-spiritual-holocaust-it-was-worst-times>

9 Ibid.

Les femmes et le Front populaire, l'espoir brisé

PAR RÉGINE VINON

Le livre de Louis-Pascal Jacquemond est tout à fait bienvenu en cette année anniversaire du Front populaire de mai-juin 1936. Il s'attaque à un aspect de cette période rarement abordé, ce que le Front populaire a apporté aux femmes: parmi les avancées sociales obtenues par la grève générale, qu'est-ce qui a vraiment concerné la moitié de l'humanité? Quelle était leur situation? Leurs rapports avec les syndicats et partis politiques? Qu'est-ce que cette grève a changé pour elles, dans leur vie quotidienne? C'est à toutes ces interrogations que répond cet agrégé d'histoire, spécialiste de l'histoire des femmes et du genre, enseignant à Sciences Po Paris.

Et c'est franchement passionnant. Car l'auteur dresse un tableau très pointu et documenté de la situation des femmes dans les années 1930, en mettant en parallèle les promesses du gouvernement et ses réalisations. On voit très bien que dans les domaines concernant la situation des femmes, le gouvernement Blum a été particulièrement timoré, se soumettant aux radicaux, des notables qui ne voulaient en aucun cas que la situation de domination masculine ne change. Quant au Parti communiste français, qui défendait jusque-là des idées progressistes sur l'émancipation des femmes, il avait, sur ce sujet comme sur d'autres, effectué un tournant brusque en 1934, en s'alignant sur les changements intervenus en URSS à ce moment-là. Du coup, les femmes en tant que telles ont été les grandes oubliées de mai-juin 1936, à tous les niveaux: économique, politique et sur le chapitre des mœurs.

LES FEMMES DANS LE MONDE ÉCONOMIQUE

La situation des femmes avait fortement changé au moment de la Première Guerre mondiale, lorsqu'elles avaient été appelées à remplacer les hommes partis au front. Leur taux d'activité s'en est ressenti: plus du tiers des femmes en âge de travailler occupaient des emplois au cours des années trente. C'était le taux d'activité féminine le plus élevé de tous les pays industrialisés, note l'auteur qui précise que «*les femmes sont la nouvelle*

force de travail et l'armée de réserve dont le patronat avait besoin tandis que les fonctions d'encadrement sont données aux hommes. L'ouvrier a un métier, quand l'ouvrière a un emploi.»

Elles ont aussi été les premières victimes de la crise de ces années, qui a frappé durement la classe ouvrière française: baisse des salaires, montée du chômage et pression pour que les femmes soient mises à l'écart du monde du travail, afin de laisser la place aux hommes. Les PTT (poste, téléphone, télégraphe) ont ainsi licencié massivement les femmes, touchées à 90% par les suppressions d'emplois. Certaines ont été réintégrées à la suite d'une grève très dure. Les décrets Laval de 1935 ont supprimé l'indemnité de résidence des membres de la fonction publique épouses de fonctionnaires et limité leur embauche. La main-d'œuvre féminine est devenue une variable d'ajustement. Les aides consenties aux chômeuses étaient inférieures à celles des hommes, déjà très basses. Les marches de la faim se sont multipliées dans ces années. Un représentant du parti radical, soulignant clairement les idées alors dominantes, affirmait que «*lorsque le mari peut travailler, nous préférons voir le mari à l'usine et la femme au foyer*».

DE BEAUX PORTRAITS DE FEMMES

L'auteur s'arrête sur un certain nombre de personnalités féminines, souvent méconnues du grand public, mais qui n'en ont pas moins joué un rôle important dans les grèves. Plusieurs luttes des années 1934-35 sont relatées de façon vivante, avec des portraits de femmes luttant notamment aux côtés de la CGTU et du Parti communiste. Les femmes ont été très nombreuses à s'engager contre le fascisme dans des organisations pacifistes, après février 1934 et la tentative de l'extrême-droite de renverser le parlement.

L.-P. Jacquemond retrace le déroulé général des grèves de 36, en prenant des exemples de combats de femmes, à l'instar de cette grève chez Coco Chanel, qui employait et exploitait plus de 4000 ouvrières. Elle a très peu augmenté les salaires et licencié plus de 300 de ses

ouvrières, dont des jeunes italiennes immigrées.



En mai 1936 à Paris. DR.

Il évoque aussi les clichés ancestraux qui collent à la gent féminine. Pour preuve, ce reportage dans le journal communiste *La voix populaire* du 12 juin 1936, dans lequel une des photos comporte la légende «*les femmes préparent elles-mêmes la cuisine de leurs camarades en grève*», alors qu'elles étaient très majoritaires dans cette entreprise, où il n'y avait que 4% d'hommes!

L'auteur constate que beaucoup de femmes sont laissées à la périphérie des combats, la grève étant vue comme un acte majeur de la gent masculine. Les représentants syndicaux, très majoritairement des hommes, devant le fait que les femmes veulent prendre toute leur place dans les grèves, s'efforcent de limiter leur présence au nom de leur faiblesse naturelle. De fait, elles participent très peu aux occupations: une femme dans une usine occupée, a fortiori la nuit, c'est subversif, et les responsables ouvriers sont contre.

UN DROIT DE VOTE TOUJOURS RETARDÉ

Après la Première Guerre mondiale, de nombreuses nations avaient donné le droit de vote aux femmes: les pays scandinaves en 1917, rejoints la même année par la Russie révolutionnaire, le Royaume-Uni dès 1918, l'Allemagne en 1919 et la Belgique en 1920.

Et en France? Un jeu de rôles s'y poursuivra jusqu'après la Deuxième Guerre mondiale, où enfin les femmes auront le droit de vote. La Chambre des députés s'était prononcée pour le droit de vote à

une large majorité dès 1919, mais le sénat avait rejeté la loi. Cette parodie s'est reproduite à cinq reprises. Et malgré l'avènement du Front populaire, la sixième tentative échoua aussi devant le sénat. Le 30 juillet 1936, la Chambre des députés votait par 495 contre 0, le gouvernement s'abstenait... le sénat, sur qui tout le monde comptait pour bloquer la loi, ne l'inscrivit même pas à son ordre du jour. Les membres masculins du gouvernement avaient consigne de s'abstenir sur le droit de vote, et personne ne fit pression sur le sénat pour qu'il inscrive le vote à son ordre du jour. Un jeu de rôles bien rodé, mais un jeu de dupes pour les femmes.

Un des arguments des sénateurs était que c'est le vote féminin qui avait fait élire Hitler. Ce mythe entretenu par les deux partis de la gauche allemande, communiste et socialiste, avait été repris par Hitler. Toutes les études statistiques prouvent que c'est faux, mais l'argument était tellement commode !

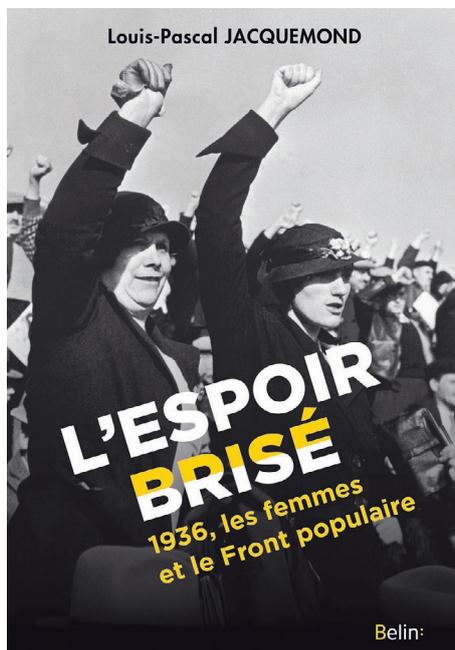
LAISSÉES POUR COMPTE DANS LES ACCORDS MATIGNON

Les accords Matignon ont entériné l'inégalité salariale en légitimant l'existence de la double grille salariale, une féminine et une masculine, dans les conventions collectives. Aucune femme ne participa à ces négociations, alors qu'elles étaient bien présentes dans les mouvements, les grèves et pour beaucoup d'entre elles étaient élues déléguées. Les femmes se syndiquèrent cependant massivement pour faire valoir leurs droits : en 1937, elles étaient 500 000 adhérentes à la CGT réunifiée, soit 12% du total des syndiqués.

Un dirigeant syndical CGT fit son mea culpa 40 ans après, en affirmant : « en 1937, le secrétariat fédéral CGT aurait pu ajouter l'égalité des salaires en faveur des femmes car en consultant les barèmes établis dans les conventions de 1936, on reste frappé par des écarts réellement anormaux. Ces faits montrent que même dans les organisations syndicales de la CGT, l'inégalité des salaires était tolérée sinon légitimée ».

Profitant de l'indifférence des syndicats aux problèmes féminins, le patronat, contraint tout de même d'augmenter légèrement les salaires des femmes, contourna très vite la loi grâce à l'absence de mesures de protection de la main-d'œuvre féminine à domicile. Or ces ouvrières représentaient 30% du total des travailleuses, et se trouvaient ainsi cantonnées hors du périmètre des lois

sociales et des conventions collectives. Les patronats du textile, de la ganterie ou encore des conserveries ont ainsi pu contourner les lois sociales.



Louis-Pascal Jacquemond, « L'espoir brisé. 1936, les femmes et le Front populaire », Belin, 2016, 448 pages, 23 euros.

SOMMÉES DE FAIRE DES ENFANTS

La politique nataliste étant vivement encouragée, le gouvernement ne prit aucune mesure favorable aux femmes sur le plan de la contraception et de l'avortement, et ne toucha pas non plus aux lois très répressives datant de 1920, décevant de nombreuses militantes féministes qui avaient fondé de grands espoirs dans le Front populaire. Une militante parcourant la France pour donner des conférences en faveur du contrôle des naissances avait affirmé que « les femmes ne doivent plus faire d'enfants tant que les patries auront le droit de les assassiner ». Le 18 juillet 1934, elle avait été condamnée à trois mois de prison.

Il faut dire que le PCF, en changeant son fusil d'épaule, a grandement contribué à laisser les femmes seules dans leurs revendications de liberté. En 1933, les communistes exigeaient encore l'abrogation de la loi de 1920 et la légalisation de l'avortement. C'est à partir de 34 qu'ils se rangent sous la bannière gouvernementale, sa logique familialiste et donnent désormais priorité à la natalité. « Les communistes veulent lutter pour défendre la famille française », déclarait ainsi Paul Vaillant-Couturier, rédacteur en chef de

L'Humanité en 1935. Dans le même temps, la Marseillaise trouvait sa place à côté de l'Internationale et Thorez, le secrétaire général, se mettait à parler de peuple au lieu des travailleurs. Conséquent avec sa politique de ne pas effrayer les classes moyennes, le PCF s'est aussi mis à parler de respect de la propriété privée. Son tournant a facilité le triomphe des idées familialistes. Il s'est aligné sur l'URSS et son nouveau code de la famille datant de 1936. Staline a réhabilité le mariage, interdit l'avortement et rendu le divorce plus difficile. Le PCF est même devenu particulièrement pudibond, en publiant des articles sur le « chaos sexuel » et le dévergondage, en en profitant pour taper sur la gauche trotskyste surtout qui aurait été porteuse de ces mœurs que la bonne morale stalinienne réprouvait.

PAS DE FRONT POPULAIRE POUR LES FEMMES

Le gouvernement Blum tenait à préserver son accord avec les radicaux, en grande majorité des notables hostiles à l'élargissement des droits civiques aux femmes. L'opposition de ces politiciens, la pleutrierie du gouvernement socialiste et l'alignement du PC ont fait qu'il faudra attendre de longues années avant que la loi n'instaure une égalité juridique entre les hommes et les femmes. Dans ce sens, il est juste de parler, comme le fait l'auteur, d'un « rendez-vous manqué ». Car les espoirs étaient immenses : « il appartient au Front Populaire de réaliser l'émancipation de la femme », déclarait encore Jacques Duclos, dirigeant du PCF, en 1936.

La seule expression de la préoccupation du Front populaire pour les femmes a été que pour la première fois, trois d'entre elles ont été nommées dans un gouvernement, comme sous-secrétaires d'Etat : la radicale Cécile Brunshvicg à l'éducation nationale, la socialiste Suzanne Lacore à la protection de l'enfance et Irène Joliot-Curie, proche des communistes, à la recherche scientifique. Elles jouèrent cependant un rôle très faible, ne prenant même jamais la parole devant le parlement. On ne peut que partager la conclusion de l'auteur qui affirme : « il n'y a pas eu de Front populaire pour les femmes, car le Front populaire rate l'occasion d'émanciper les femmes sur deux points principaux : les accords sociaux et salariaux entérinent les inégalités de genre et le droit de vote des femmes s'enlise dans les sables du Sénat. » □

Adama Traoré, mort pour rien. Pas de justice, pas de paix!

PAR UGO PALHETA



Le 22 juillet 2016, 2000 personnes ont défilé à Beaumont-sur-Oise, la ville d'Adama Traoré. DR.

Une fois encore, une fois de trop, un homme est mort. Mardi 19 juillet, Adama Traoré est mort suite à une interpellation, le jour même de son anniversaire. Il avait 24 ans et s'était interposé lorsque les gendarmes étaient venus chercher son frère. Alors que le procureur de la République pointait un « syndrome asphyxique » pour justifier la mort d'Adama, les gendarmes ne faisaient pas mystère des actes qui y avaient conduit : « nous avons employé la force strictement nécessaire pour le maîtriser mais il a pris le poids de nos corps à tous les trois au moment de son interpellation. » Une nouvelle fois en France, un homme noir ou arabe est donc mort aux mains des forces de l'ordre. Depuis plusieurs décennies, ce sont des centaines de personnes qui ont perdu la vie dans des conditions similaires. Jeunes ou moins jeunes, presque toujours noirs ou arabes, habitants de quartiers populaires, ils ont été tués dans l'indifférence générale et les responsables – directs ou indirects – de leur mort n'ont que très rarement été condamnés. Enquêtes bâclées, pressions politiques, indifférence médiatique, justice complice, etc. : tout est bon pour protéger policiers et gendarmes, à coup de non-lieux ou de prison avec sursis. Comment s'indigner de l'état des relations entre les forces de l'ordre et les habi-

tants des quartiers populaires quand on connaît le harcèlement policier quotidien et l'ampleur des violences policières impunies ? Les contrôles au faciès systématiques sont ainsi autant de rappels quotidiens à un ordre raciste, auquel participe la justice en garantissant une impunité presque totale aux agents coupables de ces violences. Alors même qu'Hollande s'était fait élire en promettant de mettre fin à ce ciblage systématiquement raciste, il a abandonné dès l'automne 2012 la proposition – pourtant minimale – d'un récépissé que les policiers auraient dû délivrer lors des contrôles d'identité. Valls et Cazeneuve n'ont pas cessé depuis de réaffirmer leur « confiance » dans l'action des forces de l'ordre, déclarations qui sonnent comme autant de promesses de demeurer aveugles et muets devant le racisme policier. Si la presse française peut à l'occasion rendre compte des crimes racistes commis par la police aux Etats-Unis, elle demeure généralement muette quant aux agissements de la police française et, lorsqu'elle les évoque, en nie presque toujours le caractère raciste. Qui connaît les noms et les visages de tous ceux qui sont ainsi morts pour rien ? On se souvient du non-lieu dont ont bénéficié les policiers impliqués dans la mort de Zyed et Bouna, mais quid de tous les

policiers et gendarmes impliqués dans la violence structurelle d'Etat qui s'abat sur les quartiers populaires ?

Sous le label « politique de la ville », c'est en effet tout un dispositif ramifié et omniprésent de contrôle social et d'encerclement quasi-militaire des populations qui s'est construit au cours des trente dernières années dans les quartiers populaires, où sont concentrées les franges les plus opprimées du prolétariat. Conséquence de ce traitement d'exception qui prolonge, au moins en partie, les méthodes du colonialisme français : les violences policières à l'égard des non-blancs sont endémiques. Dans les quartiers populaires, on tue des noirs et des arabes en silence, et en général impunément.

Toute la lumière doit être faite sur les violences qui ont conduit à la mort d'Adama Traoré, en particulier sur la responsabilité des gendarmes. Mais pour que justice soit faite, pour briser le quadrillage répressif des quartiers populaires et pour faire cesser le racisme policier qui y sévit, il sera nécessaire de construire une large mobilisation qui bouscule l'agenda politique et les institutions, en affirmant haut et fort qu'en France comme aux Etats-Unis, les vies noires et arabes doivent compter. □